

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 978

13 avril 2015

SOMMAIRE

Ace Hydro Norway	46943	Feel Good Group Capital S.A.	46900
Aida Wedo 8 S.A.	46927	Fidugec & Associés	46920
Aida Wedo 8 S.à r.l.	46927	Finance & Building Europe S.A.	46901
Aubrac MLP S.à r.l.	46908	Followcorp S.à r.l.	46904
Azeris Propreté Luxembourg S.à r.l.	46919	Galleria V S.à r.l.	46905
Banque LBLux S.A.	46912	Gevoilux S.A.	46944
By Internet S.A.	46906	Goodrich Aftermarket (Singapore) S.à r.l.	46898
Capital Gestion	46899	Griffin Topco II S.à r.l.	46901
CEP III First Holding S.à r.l.	46899	Griffin Topco S.à r.l.	46903
Dar Immo s.à r.l.	46898	GSIP II Swedish Networks Debt Invest- ments S.à r.l.	46933
DMIE Lux S.à r.l.	46903	International Automotive Components Group, S.A.	46944
ECE European Prime Shopping Centre II A SCSp SIF	46900	ISUN Fashion Europe	46905
ECF Edinburgh Car Park S.à r.l.	46904	Kayl Npl Holdco S.à r.l.	46904
ECF Edinburgh Office S.à r.l.	46940	Letterone Investment Holdings S.à r.l. ...	46901
ECF Edinburgh Office S.à r.l.	46898	Longsol Invest II	46943
Enis S.A.	46902	Pan European Credit S.A.	46923
Ensign European Investment Co II S.à r.l.	46900	RH Paris 2 S.à r.l.	46902
Eufin Holding S.A.	46904	Riva Bella S.A.	46902
Eurinvest	46906	Satofi S.A.	46902
European Business Technologies & Engi- neering Expertises S.A.	46899	SoWiTec Luxembourg 3 S.à r.l.	46944
Eurosun Europe AG	46905	Sustainable Assets No. 1	46901
Exliquo Management S.à r.l.	46903	Sustainable Assets No. 2	46919
F. Deltgen Sàrl	46903	VictorianFibre GP S.à r.l.	46941

Dar Immo s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9511 Wiltz, 23, rue Aneschbach.
R.C.S. Luxembourg B 169.747.

Monsieur Dragolovcanin Redzep et Monsieur Monsieur Cosic Aldin, en leur qualité de gérant de la société, déclarent accepter la cession de parts au nom de la société DAR IMMO S.à.r.l.

Transfert de 50 parts de la société DAR IMMO S.à.r.l., numéro de registre de commerce B169747, avec siège social à 23, rue Aneschbach, L-9511 Wiltz, et au capital de 12.500,00 EUR de

Monsieur COSIC Fahir, 14, rue Charles Lambert, L-9537 Wiltz Cédant)

à

Monsieur COSIC Aldin, 14, rue Charles Lambert, L-9537 Wiltz (Cessionnaire)

Luxembourg, le 10.02.2015.

Signatures

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2015036921/17.

(150042154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

ECF Edinburgh Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 149.277.

Il résulte de résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 2 mars 2015, que:

- Le siège social de la Société est transféré au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Les démissions de Mme Lorna MACKIE, M. Michael CHIDIAC, M. Godfrey ABEL et Mme Nicola HORDERN de leurs mandats de gérants de la Société ont été acceptées, avec effet au 2 mars 2015;
- M. Stéphane BOURG, né le 20 octobre 1973 à Nantes, France avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg et Mme Reka FARIH-GODO, née le 15 février 1982 à Szeged, Hongrie avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg ont été nommés, pour une durée indéterminée, avec effet au 2 mars 2015, en tant que gérants de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2015036949/18.

(150042032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Goodrich Aftermarket (Singapore) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.449.

Par résolutions signées en date du 19 Février 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Démission du Gérant de Classe B suivant avec effet au 30 janvier 2015:

Mr. Richard Newboul

- Nomination du Gérant de Classe B suivant avec effet au 31 janvier 2015 et pour une durée indéterminée:

Monsieur Derek William Harrison, né le 19 juin 1972 à Kilmarnock, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle à 1 Dow Avenue, Prestwick International Aerospace Park, South Ayrshire, KA9 2SA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2015.

Pour la Société

Christiaan Frederik van Arkel

Gérant de Classe A

Référence de publication: 2015037013/19.

(150042496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Capital Gestion, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 108.332.

—
Rectificatif du dépôt L150032746

Conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration a désigné European Fund Administration, 2, rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg, en qualité de dépositaire des actions au porteur émises sous forme physique de la SICAV avec effet au 11 février 2015.

Luxembourg, le 5 mars 2015.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015036857/13.

(150042023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

EBTEE, European Business Technologies & Engineering Expertises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3333 Hellange, 44A, route de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 99.327.

—
Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration Extraordinaire tenu à Bettembourg en date du 23 février 2015

Il résulte du procès-verbal, que:

- Le Conseil a pris acte du décès inopiné de Monsieur Antoine d'Ursel, administrateur et administrateur-délégué de la société.

- La nomination de Monsieur Renaud Didier Roger d'Ursel, né à Elsene (Belgique) le 22 janvier 1955, demeurant à L-3333 Hellange, 44A, route de Bettembourg, en tant que nouvel administrateur-délégué pour une période illimitée, a été décidée.

La société se trouvera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle de son administrateur-délégué.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 23 février 2015.

Référence de publication: 2015036961/18.

(150041682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

CEP III First Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 179.981.

—
Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 24 février 2015 que:

1. Les personnes suivantes ont démissionné de leur fonction de membres du conseil de gérance de la Société avec effet au 24 février 2015:

- Monsieur Christopher Finn;
- CEP III Managing GP Holdings, Ltd.,

2. Les personnes suivantes ont été nommées en tant que nouveaux membres du conseil de gérance de la Société pour une période illimitée, avec effet au 24 février 2015:

- Monsieur Andrew Howlett-Bolton, avec adresse professionnelle au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;
- CEP III Advisor S.à r.l. dont le siège social est au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;

3. L'adresse de la Société est fixée au 2, avenue Charles de Gaulle, 4^{ème} étage, L-1653 Luxembourg.

4. L'adresse professionnelle de Madame Erica K. Herberg, membre du conseil de gérance de la Société, est changée comme suit: 57, Berkeley Square, Lansdowne House, W1J 6ER London, United Kingdom.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 mars 2015.

CEP III First Holding S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015036863/23.

(150042243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Feel Good Group Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 102.279.

Il résulte d'une décision prise par le conseil d'administration de la Société en date du 2 février 2015 que:

BANQUE BCP S.A., une société anonyme ayant son siège social à 5, Z.A.I. Bourmicht, L-8070 Bertrange, enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 7648

A été nommée en qualité d'agent dépositaire des actions et titres représentatifs d'actions au porteur émises par la Société, conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014, entrée en vigueur le 18 août 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

À Bertrange, le 9 février 2015.

Référence de publication: 2015036986/14.

(150041534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Ensign European Investment Co II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.100,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 188.764.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société a décidé (i) d'accepter la démission de Monsieur Laurent Maraschin en tant que gérant A de la Société et (ii) de nommer Monsieur Taavi Davies, avec adresse professionnelle au 5-11 avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant A de la Société avec effet au 3 mars 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2015.

Ensign European Investment Co. II S.à r.l.

Référence de publication: 2015036939/15.

(150041825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

ECE European Prime Shopping Centre II A SCSP SIF, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 189.418.

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (der „Gesellschaftsvertrag“) der ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSP SIF, Einer Speziellen Kommanditgesellschaft Luxemburger Rechts (Special Limited Partnership)

1) Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften

ECE European Prime Shopping Centre Fund II GP, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 188.551 mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) (die „Komplementärin“); und

KG CURA Luxemburg Beteiligungs II G.m.b.H. & Co., eine Kommanditgesellschaft, gegründet und bestehend nach deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz in der Wandsbeker Strasse 3-7, D-22179 Hamburg, eingetragen im Handelsregister beim Amtsgericht Hamburg unter der Nummer HRA 117847, vertreten durch ihre geschäftsführende Komplementärin Cura Luxemburg Verwaltung G.m.b.H., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und bestehend nach deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz in der Wandsbeker Strasse 3-7, D-22179 Hamburg, eingetragen im Handelsregister beim Amtsgericht Hamburg unter der Nummer HRB 112032 (die „Gründungskomplementärin“).

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 4. März 2015.

ECE European Prime Shopping Centre II A

Unterschrift

Référence de publication: 2015036945/25.

(150041532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Sustainable Assets No. 1, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.521.

Wir teilen mit, dass Herr Manuel Scheer mit Wirkung zum 28. Februar 2015 als Geschäftsführer der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015037386/11.

(150042253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Letterone Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 181.082.

EXTRAIT

Monsieur Jonathan MUIR, gérant de la Société, a changé d'adresse comme suit:

1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2015.

Référence de publication: 2015037138/13.

(150041671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Griffin Topco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 164.831.

Extrait rectificatif du dépôt L150032481 du 18/02/2015

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 2 mars 2015, que, suite à une erreur matérielle, Monsieur Paul Lawrence, né le 25 mai 1970 à Rotherham, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, n'aurait pas dû être nommé gérant de classe A de la Société avec effet au 31 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Griffin Topco II Sarl

Référence de publication: 2015037015/14.

(150041457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Finance & Building Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 123.597.

Il résulte des actes de la Société que:

La société ComCo S.A. enregistrée au RCSL sous le nr B112.813 dont le siège social est au 68, Rue de Koerich 8437 Steinfort a fusionné en date du 30 décembre 2014 avec la société HRT REVISION S.A. (RCSL B51.238), dont le siège social est au 163, Rue du Kiem 8030 Strassen, société absorbante, qui a repris à la date du 30.12.2014.

Le mandat de commissaire aux comptes de HRT REVISION S.A. aura pour échéance la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015036989/16.

(150042465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Enis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 177.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015036298/10.

(150040766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Satofi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 100.471.

Extrait sincère en date du 4 mars 2015

La nouvelle adresse de Monsieur Max SAGHROUN, administrateur et administrateur-délégué est la suivante: 16 rue des Romains, L-2444 Luxembourg.

Pour SATOFI SA

Référence de publication: 2015037397/11.

(150042320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Riva Bella S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 129.488.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 19 janvier 2015, que le Conseil a décidé les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est transféré de son adresse actuelle 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 19 janvier 2015;
2. Le Conseil accepte les démissions avec effet immédiat de Monsieur Olivier BRUNISHOLZ et SYNERGIPLUS S.à.r.l., tous deux aux fonctions d'administrateur de la Société;
3. Ces résolutions seront ratifiées lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015037359/16.

(150041506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

RH Paris 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.140,00.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.
R.C.S. Luxembourg B 136.968.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 09/04/2008

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises le 3 mars 2015 par l'associé unique de la Société que:

- Monsieur Philippe ROTH a démissionné de ses fonctions de gérant A avec effet au 26 février 2015.
- Monsieur René MAURON, né le 9 novembre 1950 à Versoix (Suisse), demeurant professionnellement au 11 avenue Calas, 1206 Genève (Suisse) a été nommé gérant A de la Société avec effet au 26 février 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RH Paris 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2015037356/17.

(150042003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

DMIE Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 154.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015036273/10.

(150041063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

F. Deltgen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4832 Rodange, 462, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 49.435.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 3 mars 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015036313/10.

(150040695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Griffin Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 154.273.

Extrait rectificatif du dépôt L150040163 du 03/03/2015

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 2 mars 2015, que, suite à une erreur, Monsieur Cédric Frisch né le 5 janvier 1982 à Messancy (Belgique) ayant pour résidence le 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, aurait dû être nommé gérant de classe A, et non B, de la Société avec effet au 31 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Griffin Topco Sàrl

Référence de publication: 2015036344/13.

(150040736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Exliquo Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 193.730.

Extrait de la résolution de l'Associé Unique en date du 26 février 2015

Première résolution

L'Associé Unique accepte la nomination de Monsieur Vincent TUCCI «Gérant A», né le 26 juillet 1968, à Moyeuvre-Grande (France), demeurant professionnellement au 10A, rue Henri Schnadt L-2530 Luxembourg.

Deuxième résolution

L'Associé Unique souhaite augmenter le nombre de gérant de un à deux.

Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

- *Gérant «A»*

* Monsieur Vincent TUCCI

- *Gérant «B»*

* Monsieur Gianni DE BORTOLI

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015036289/21.

(150040761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Eufin Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 115.038.

Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015036305/10.

(150041305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Kayl Npl Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.844.

—
EXTRAIT

La Société souhaite informer que Jennifer Brown, gérante de classe A de la Société, use du patronyme Mello (nom d'épouse) et apparaîtra désormais au Registre de Commerce et des Sociétés sous le nom Jennifer Mello.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 mars 2015.

Référence de publication: 2015036419/13.

(150041295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

ECF Edinburgh Car Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 148.688.

—
Il résulte d'un contrat de transfert de parts daté du 2 mars 2015 que CS EUROPEAN COMMERCIAL NO 1 S.à r.l. a cédé l'entièreté de ses parts sociales représentant la totalité du capital social de la Société à Fournaise PTE Limited, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois de Singapour, ayant son siège social au 165 Bukit Merah Central #05-3679, Singapour 150165 et immatriculée au Business Registration Ordinance sous le numéro 201317395Z. Fournaise PTE Limited est donc, à compter du 2 mars 2015, l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2015036294/15.

(150041376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Followcorp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 169.888.

—
Extrait des décisions prises par les associés en date du 9 décembre 2014

1. Melle Stéphanie MEYER a démissionné de son mandat de gérante de catégorie B.
2. M. David SANA, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Followcorp S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015036322/16.

(150040814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Galleria V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 89.634.

En date du 27 janvier 2015, les Associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Salah Youssef Abdulaziz Alfulaij, du poste de gérant de catégorie A avec effet au 12 janvier 2015;
- Nomination de Faisal Al Hamad né le 27 février 1978 à Londres, Royaume-Unis, et ayant pour adresse professionnelle le Watani Investment Company K.S.C.C., P.O. Box 4950, Safat 13050, Kuwait au poste de gérant de catégorie A avec effet au 12 janvier 2015 and pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Galleria V S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A

Mandataire

Référence de publication: 2015036336/17.

(150040798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Eurosun Europe AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 154.058.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre Gehalten am 26. Februar 2015 in Luxemburg

Es wurde beschlossen:

- die Mandate von Frau Nathalie PRIEUR, geb. am 08.04.1967 in Trier (Deutschland), mit beruflicher Adresse in 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, von Herrn Jeannot DIDERRICH, geb. am 27.03.1973 in Ettelbrück (Luxemburg), mit beruflicher Adresse in 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, und von Herrn Romain Wagner, geb. am 26.06.1967 in Esch-sur-Alzette (Luxemburg), mit beruflicher Adresse in 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, als Verwaltungsrat werden bis zur ordentlichen Hauptversammlung, die im Jahr 2021 stattfinden wird verlängert.

- das Mandat der Gesellschaft Benoy Kartheiser Management S.à r.l., mit Sitz in 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg als Rechnungskommissar wird bis zur ordentlichen Hauptversammlung, die im Jahr 2021 stattfinden wird, verlängert.

Luxemburg, den 26.02.2015.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2015036310/18.

(150041088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

ISUN Fashion Europe, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 138.841.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 26 février 2015 le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé et ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée ISUN FASHION EUROPE s.à.r.l dont le siège social à L-2212 Luxembourg, 6 place de Nancy a été dénoncé en date du 14 décembre 2011.

Le prédit jugement a nommé juge commissaire Monsieur Laurent LUCAS, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et a désigné comme liquidateur Maître Anne DEVIN-KESSLER, avocat, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 20 mars 2015.

Pour extrait conforme

Anne DEVIN-KESSLER

Le liquidateur

Référence de publication: 2015036401/19.

(150039919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Eurinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 112.452.

By Internet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 62.559.

L'an deux mille quinze, le vingt-six mars.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- La société anonyme de droit luxembourgeois dénommée EURINVEST S.A., avec siège social à L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B112.452,

ici représentée par son administrateur unique et administrateur-délégué:

- Monsieur Renaud VERCOUTER, juriste, demeurant professionnellement à L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins, habilité à engager la société par sa seule signature conformément à l'article 7 de ses statuts et nommé à ces fonctions lors de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 21 décembre 2012, dénommée ci-après «la société absorbante», d'une part.

2.- La société anonyme de droit luxembourgeois dénommée BY INTERNET S.A., avec siège social à L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 62.559, ici représentée par son administrateur-délégué:

- Monsieur Renaud VERCOUTER, juriste, demeurant professionnellement à L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins, habilité à engager la société par sa seule signature conformément à l'article 6 de ses statuts et nommé à ces fonctions lors de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 29 avril 2009, dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part.

Ces deux sociétés, soumises à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, Lesquelles comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

PROJET DE FUSION

1) La société anonyme de droit luxembourgeois EURINVEST S.A. («la société absorbante»), avec siège social à L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B112.452, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, notaire alors de résidence à Remich, le 17 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 52 du 9 janvier 2006. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par-devant Maître Paul DECKER, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 2012, publié au dit Mémorial C, Numéro 490 du 27 février 2013, avec un capital social actuel d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, laquelle est intégralement détenue par:

2) La société anonyme de droit luxembourgeois dénommée BY INTERNET S.A. («la société absorbée»), avec siège social à L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B62.559, constituée suivant acte reçu par le notaire André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 249 du 16 avril 1998. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par-devant Maître Paul DECKER, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 29 avril 2009, publié au dit Mémorial C, Numéro 1184 du 17 juin 2009, avec un capital social actuel de trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (EUR 30.986,69), représenté par cent (100) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées,

aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés pré-mentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

3) La société anonyme «EURINVEST S.A.» (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions de l'article 259 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquentes, avec la société anonyme «BY INTERNET S.A.» (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

4) Sous réserve du respect des droits des actionnaires de la Société Absorbante tels qu'exposés à l'article 8 ci-après, la dissolution et l'annulation des actions de la Société Absorbée deviendront effectives entre parties, et à l'égard des tiers en conformité avec les articles 264 et 273 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et emportera simultanément les effets prévus à l'article 274 de la Loi.

5) La Société Absorbante propose d'absorber la Société Absorbée en contrepartie de l'émission de trois cent (300) actions nouvelles et par le transfert de l'ensemble des actifs et passifs de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante, en application des dispositions des articles 259 et suivants de la Loi.

6) A compter du 30 avril 2015 («la date de réalisation Comptable»), l'ensemble des opérations ainsi que des transactions réalisées par la Société Absorbée sont considérées, d'un point de vue comptable, comme ayant été accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante.

7) A compter de la Date de Réalisation Comptable, l'ensemble des droits et obligations de la Société Absorbée à l'égard des tiers seront repris à son compte par la Société Absorbante. La Société Absorbante reprendra notamment à son compte les dettes, qu'elle considérera dès lors comme siennes, ainsi que toutes obligations de paiement de la Société Absorbée. Les droits et créances compris dans l'actif de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante, accompagnés de l'ensemble des sûretés réelles et/ou personnelles y attachées.

8) La Société Absorbante exécutera à compter de la Date de Réalisation Comptable l'ensemble des contrats et obligations de toutes natures de la Société Absorbée, tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Réalisation Comptable (telle que définie ci-dessus), et exécutera notamment l'ensemble des contrats existant, le cas échéant, à l'égard des créanciers de la Société Absorbée, et sera subrogée dans l'ensemble des droits et obligations naissant de ces contrats.

9) Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes se voient reconnaître le droit, durant une période d'un mois courant à compter de la date du présent projet de fusion, de consulter au sièges sociaux des Sociétés Fusionnantes l'ensemble des documents visés à l'article 267 al. (1) a), b) et c) le cas échéant, de la Loi et d'en obtenir gratuitement copie.

10) Un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante détenant une participation au moins égale à cinq pour-cent (5%) du capital souscrit de la Société Absorbante peut/peuvent, durant le délai visé à l'article 7) ci-dessus, solliciter la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante qui devra se prononcer sur l'approbation de la fusion.

11) Le capital social émis de la Société Absorbante sera augmenté en conséquence de la fusion de trente mille euros (EUR 30.000,-) par l'émission de trois cents (300) nouvelles actions.

12) Aucuns droits spécifiques n'ont été constitués au bénéfice des administrateurs des Sociétés Fusionnantes.

13) Il sera mis un terme aux mandats des administrateurs de la Société Absorbée, et une décharge intégrale leur sera accordée pour l'exercice de leur mandat d'administrateur de la Société Absorbée.

14) La Société Absorbée réalisera elle-même l'ensemble des formalités requises, en ce compris toute publication prescrites par la loi, qui seront nécessaires ou utiles à l'effet de la fusion ainsi qu'au transfert de l'ensemble des actifs et passifs de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante. Dans la mesure où ceci serait prescrit par la loi, ou bien réputé nécessaire ou encore utile, les actes de transfert appropriés devront être conclus par les Sociétés Fusionnantes, à l'effet de permettre la réalisation du transfert de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante.

15) Les dépenses, coûts, frais et charges résultant de la fusion seront portés à la charge de la Société Absorbante.

16) Les documents et registres sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée légale prescrite.

17) En conséquence de la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et les parts sociales émises par cette dernière seront annulées.

Formalités

La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion,
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il viendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés,
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'art. 278 de la loi sur les sociétés.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en une langue d'eux connue, les comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms états et demeures, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: VERCOUTER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 mars 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 9534. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015051733/127.

(150059975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Aubrac MLP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 195.939.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreiundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

BHF-BANK Aktiengesellschaft, eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Bockenheimer Landstraße 10, 60323 Frankfurt am Main, Deutschland und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter HRB 73636,

hier vertreten durch Herrn Liridon ELSHANI, Angestellter, mit Amtssitz in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, auf Grund einer Vollmacht erteilt in Frankfurt am Main am 23 März. 2015.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

In ihrer oben beschriebenen Eigenschaft ersucht die erschienene Partei den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Rechtsform - Name - Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Form, Name. Hiermit wird zwischen vorbenannter Partei und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (nachstehend die „Gesellschaft“) gemäß den Bestimmungen des Rechts des Großherzogtums Luxemburg und dieser Satzung gegründet.

Die Gesellschaft kann einen einzigen Gesellschafter als Inhaber aller Anteile oder mehrere Gesellschafter (maximal jedoch vierzig (40) Gesellschafter) haben.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung Aubrac MLP S.à r.l.

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxembourg. Er kann durch Beschluss der Geschäftsführer, die gemeinsam den Geschäftsführerrat der Gesellschaft bilden, an jeden anderen Ort in Luxemburg verlegt werden.

Zweigniederlassungen können durch Beschluss der Geschäftsführer, die gemeinsam den Geschäftsführerrat der Gesellschaft bilden, in Luxemburg oder im Ausland gegründet werden.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Alleiniger Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, das Halten, Verwalten und Verwerten einer Beteiligung als beschränkt haftender Gesellschafter (associé commanditaire) an der Taunus Insurance Opportunities SCS.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Die Gesellschaft kann jederzeit mittels Beschluss der Gesellschafter mit Zustimmung der einfachen Mehrheit von Gesellschaftern, die insgesamt drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten, oder ggf. durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters aufgelöst werden.

Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Wert von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch außer in dem nach dem Gesetz oder nach dieser Satzung bestimmten Umfang.

Art. 6. Anteile, Anteilsübertragungen. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme in ordentlichen und außerordentlichen Generalversammlungen.

Die Anteile sind im Verhältnis zur Gesellschaft nicht teilbar.

Die Gesellschaft erkennt pro Anteil jeweils nur einen Eigentümer an. Miteigentümer müssen einen einzigen Vertreter ernennen, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Anteile der Gesellschaft sind unter Gesellschaftern frei übertragbar. Hat die Gesellschaft mehrere Gesellschafter, können sie nur mit vorheriger Zustimmung der Mehrheit der übrigen Gesellschafter von drei Viertel des Gesellschaftskapitals an neue Gesellschafter übertragen werden.

Geschäftsanteile müssen durch notariellen oder privatschriftlichen Vertrag übertragen werden. Übertragungen von Geschäftsanteilen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst wirksam, nachdem sie der Gesellschaft mitgeteilt oder von ihr gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuchs (Code Civil) bestätigt worden sind.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zum Zwecke der sofortigen Einziehung erwerben.

Anteilsinhaberschaft impliziert das Einverständnis mit der Geltung der Satzung und der wirksam gefassten Beschlüsse der Gesellschafter.

Art. 7. Änderung des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit mittels Beschluss der Gesellschafter mit Zustimmung der einfachen Mehrheit von Gesellschaftern, die insgesamt drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten, oder ggf. durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Verhinderung eines Gesellschafters. Durch den Tode, die Insolvenz, den Vergleich mit Gläubigern, der Zahlungsunfähigkeit oder einer sonstigen Einschränkung der Rechtsposition eines Gesellschafters wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

Geschäftsführung

Art. 9. Geschäftsführer. Die Geschäftsführung der Gesellschaft besteht aus mindesten zwei oder mehreren Geschäftsführern, die gemeinsam den Geschäftsführerrat bilden. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden durch die Generalversammlung ernannt, welche deren Amtsdauer festsetzt. Die Geschäftsführer können jederzeit, ohne Angabe eines rechtfertigenden Grundes (cause légitime) durch die Generalversammlung abberufen werden.

Art. 10. Befugnisse der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind mit den weitesten, d.h. mit sämtlichen nicht den Gesellschaftern bzw. der Generalversammlung bzw. den Abschlussprüfern gesetzlich ausdrücklich obliegenden, Befugnissen ausgestattet, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Geschäfte, die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen und zu genehmigen.

Art. 11. Delegation, Vertretung der Gesellschaft. Der Geschäftsführerrat kann an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen bzw. Komitees spezielle Befugnisse bzw. Vertretungsbefugnisse zuweisen, oder diesen bestimmte permanente oder vorübergehende Funktionen zuweisen. Diese Personen müssen weder Mitglied des Geschäftsführerrates noch Gesellschafter sein. Ihre Befugnisse und Aufgaben werden seitens des Geschäftsführerrates bestimmt. Sie können jederzeit durch den Geschäftsführerrat abberufen werden.

Die Gesellschaft wird unter allen Umständen nur durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder durch die Unterschrift einer Person verpflichtet, der die Befugnis zur Unterzeichnung durch den Geschäftsführerrat erteilt worden ist. Der Geschäftsführerrat kann besondere Vollmachten auf Grund notariell beglaubigter oder privatschriftlicher Urkunde erteilen.

Art. 12. Sitzungen des Geschäftsführerrates. Der Geschäftsführerrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer zu sein braucht und der für das Führen der Protokolle der Sitzungen des Geschäftsführerrates und der Generalversammlungen zuständig ist.

Der Geschäftsführerrat tagt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem in dem Einberufungsschreiben genannten Ort.

Der Vorsitzende leitet alle Geschäftsführerratssitzungen und Generalversammlungen, aber in seiner Abwesenheit können die Geschäftsführer mit der Mehrheit der Anwesenden einen anderen vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jedes Geschäftsführerratsmitglied muss mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem geplanten Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben erhalten, außer in dringenden Fällen, in denen die Natur der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben ist. Durch schriftliche oder per Fax oder E-Mail gegebene Einwilligung eines jeden Geschäftsführers kann auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

Ein Einberufungsschreiben ist auch für solche Sitzungen nicht erforderlich, bei denen alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie vor der Sitzung von der Tagesordnung Kenntnis hatten, sowie für einzelne Sitzungen, die zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden, die vorher durch Beschluss des Geschäftsführerrates festgesetzt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich an jeder Sitzung durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen, den er schriftlich, auch per Faxschreiben oder, wenn die Herkunft erwiesen ist, per E-Mail, ernannt hat.

Der Geschäftsführerrat ist nur dann beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist. Entscheidungen werden mit einer Mehrheit der an einer solchen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden das entscheidende Stimmrecht zu.

Jeder Geschäftsführer kann durch eine Konferenzschaltung oder durch ein ähnliches Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen und mit diesen kommunizieren kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Art. 13. Form der Beschlüsse des Geschäftsführerrates. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates sind schriftlich aufzuzeichnen.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom vorläufigen Vorsitzenden, der dieser Sitzung vorstand, oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, müssen vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet werden.

Der Geschäftsführerrat kann einstimmige Beschlüsse auf einem oder mehreren voneinander getrennten ähnlichen Dokumenten durch Rundschreiben fassen, wenn er seine Zustimmung schriftlich, per Fax, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel erteilt. Die Gesamtheit solcher Dokumente bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll.

Art. 14. Vergütung der Geschäftsführer. Die Vergütung der jeweiligen Geschäftsführer wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie umfasst auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Geschäftsführern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche wären veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Geschäftsführers.

Art. 15. Interessenskonflikte. Sofern ein Geschäftsführer der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein persönliches Interesse hat, wird dieser Geschäftsführer dem Geschäftsführerrat dieses persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall, vorbehaltlich der nachfolgenden Bestimmungen, nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dies gilt nicht, wenn das Geschäft zu marktüblichen Bedingungen eingegangen wird und zum normalen Geschäftsverlauf der Gesellschaft gehört.

Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und Dritten werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer der Gesellschaft in Hinblick auf diesen Dritten ein persönliches Interesse haben oder dort Geschäftsführer, Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter bzw. leitender oder sonstiger Angestellter sind. Ein Geschäftsführer der Gesellschaft, der Geschäftsführer, Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung ist, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder in anderer Weise für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 16. Tod oder Rücktritt. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund dies auch immer sein sollte, nicht aufgelöst.

Art. 17. Haftung. Es besteht keine persönliche Haftung der Geschäftsführer für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft vorschriftsmäßig eingehen bzw. eingegangen sind. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

Gesellschafter

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafter. Die Gesellschafter haben die ihnen nach dieser Satzung sowie dem Gesetz zugewiesenen Befugnisse. Ein etwaiger alleiniger Gesellschafter übt die Befugnisse aus, die der Generalversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung zustehen.

Art. 19. Generalversammlung. Eine wirksam einberufene Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Gesellschafter.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Geschäftsführerrates zusammen. Sie kann auch auf Einladung von Gesellschaftern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals halten, zusammentreten.

Die Einberufung zu den Generalversammlungen erfolgt per Schreiben an sämtliche Gesellschafter, welches die Tagesordnung enthält und wenigstens acht (8) Tage vor der Generalversammlung an jeden Gesellschafter versandt werden muss. Die Mitteilung muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden.

Ungeachtet des vorstehenden, soweit eine jährliche Generalversammlung aufgrund des Vorhandenseins von mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern erforderlich ist, findet diese in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, im Einladungsschreiben angegebenen Ort am letzten Montag im Juni um 11.00 Uhr statt. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag, findet die Generalversammlung am letzten vorausgehenden Bankarbeitstag statt.

Andere Generalversammlungen können an denjenigen Orten und zu denjenigen Zeiten abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung angegeben werden.

Sofern sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung auch ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Jeder Gesellschafter kann an den Generalversammlungen der Gesellschaft teilnehmen und auf diesen sprechen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Ein Gesellschafter kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter gefasst.

Art. 20. Beschlüsse. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Die Beschlüsse der Gesellschafter sind, soweit das Gesetz und diese Satzung nichts anderes bestimmt, nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Eine Satzungsänderung erfordert die Zustimmung der einfachen Mehrheit von Gesellschaftern, die insgesamt drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten, oder ggf. durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters.

Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Konten geschlossen und der/die Geschäftsführer stellt/stellen eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung auf (gemeinsam der „Jahresabschluss“). Das Ergebnis der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der Ausgaben, Kosten, Abschreibungen, Belastungen und Rückstellungen ist der Nettogewinn der Gesellschaft. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 23. Dividenden. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung. In Übereinstimmung mit den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften kann der Geschäftsführerrat Dividenden und Zwischendividenden ausschütten.

Auflösung - Liquidation

Art. 24. Auflösung - Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt; die Liquidatoren werden durch die Generalversammlung der Gesellschaft oder durch den etwaigen alleinigen Gesellschafter ernannt, durch die/der die Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren festgelegt werden. Sofern nicht anders vorgesehen, haben die Liquidatoren alle Befugnisse zur Verwertung des Vermögens und zur Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft verbleibende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt, insofern keine anderen schriftlichen Vereinbarungen getroffen wurden, oder an den etwaigen alleinigen Gesellschafter ausgeschüttet.

Weder eine Fusion noch eine Zusammenführung der Gesellschaft mit einem oder mehreren Rechtsträger(n), noch eine Fusion oder Zusammenführung einer oder mehrerer Rechtsträger mit der Gesellschaft, noch ein Verkauf, eine Übertragung, ein Leasing oder Tausch (gegen Geld, Wertpapiere oder anderweitige Gegenleistung) aller oder eines Teils der Aktiva der Gesellschaft ist eine Liquidation im Sinne dieses Artikels 24, es sei denn, diese Fusion, diese Zusammenführung, dieser Verkauf, diese Übertragung, dieses Leasing oder dieser Tausch steht in Verbindung mit oder soll ein Plan sein zur völligen Liquidation, Auflösung oder Abwicklung der Gesellschaft.

Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Recht von Luxemburg, insbesondere das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung, geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

Anteilseigner	Anteile (Anzahl)	Betrag eingezahlt (in Euro)
BHF-BANK Aktiengesellschaft, vorbenannt	12.500	12.500,-
Summe:	12.500	12.500,-

Alle Anteile wurden vollständig einbezahlt, so dass vorgenannte Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), die vollständig dem Gesellschaftskapital zugewiesen wird, von jetzt an der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Gebühren und Auslagen werden auf ungefähr tausendvierhundert Euro (EUR 1.400,-) geschätzt.

Abhaltung einer Generalversammlung.

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft fassten die oben genannten Personen, welche das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und die Befugnisse einer Generalversammlung ausüben, die folgenden Beschlüsse:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

2. Folgende Personen werden auf unbestimmte Zeit zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:

- Herrn Dr. Christian Wrede, geboren am 23.07.1967 in Köln mit Amtssitz in Bockenheimer Landstraße 10, 60323 Frankfurt am Main.

- Frau Monika Anell, geboren am 17.12.1963 in Trier mit Amtssitz in 534, rue de Neudorf, 2220 Luxembourg.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde zu Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, der dem Notar nach Namen, Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Erschienene mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 2, le 26 mars 2015. 2LAC/2015/6706. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2015.

Référence de publication: 2015052823/230.

(150060677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Banque LBLux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 11.035.

Im Jahr zweitausend und fünfzehn, am einunddreißigsten Tag des Monats März.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxembourg,

wurde eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Banque LBLux S.A., einer luxemburgischen Aktiengesellschaft, société anonyme, mit Sitz in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 11.035, gegründet durch notarielle Urkunde vom 07. Juni 1973, veröffentlicht im Mémorial C am 20. Juli 1973 unter der Nummer 118, deren Satzung mehrfach abgeändert wurde und zuletzt durch Urkunde des Notars Henri HELLINCKX mit Amtssitz in Luxembourg, am 04. Dezember 2012, veröffentlicht im Mémorial C am 05. Februar 2013 unter der Nummer 280 (die „Gesellschaft“), abgehalten.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Marcus PETER, beruflich wohnhaft in Luxembourg, eröffnet, welcher als Protokollant Gabriele Schmitt, beruflich wohnhaft in Luxembourg, ernannt.

Die Versammlung wählt Nathalie Mangan und Claudia Pfister, beide beruflich wohnhaft in Luxembourg, als Stimmzähler.

Der Vorstand der Versammlung wurde dementsprechend ernannt und der Vorsitzende ersucht den unterzeichnenden Notar folgendes festzustellen:

1) Die Tagesordnung lautet wie folgt:

1. Zur Kenntnisnahme, dass die beiden Vorstände der Gesellschaft, Herr Norbert Palsa und Herr Ralph Folda mit Wirkung zum 1. April 2015 (letzter Tag im Amt 31. März 2015) vom Aufsichtsrat der Gesellschaft in seiner Sitzung vom 5. März 2015 abberufen wurden.

2. Entlastung für Herrn Norbert Palsa und Herrn Ralph Folda als Vorstandsmitglieder vom 01. Januar 2015 bis einschließlich 31. März 2015.

3. Die Herren Marcus Kramer, Dr. Detlev Gröne, Thomas Hierholzer und Dr. Michael Braun werden als derzeitige Mitglieder des Aufsichtsrates der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. April 2015 (letzter Tag im Amt 31. März 2015) abberufen und ihnen wird für die Amtszeit vom 01. Januar 2015 bis einschließlich zum 31. März 2015 Entlastung erteilt.

4. Die derzeitige dualistische Organstruktur der Gesellschaft bestehend aus Vorstand und Aufsichtsrat wird mit Wirkung zum 1. April 2015 in eine monistische Organstruktur bestehend aus einem Verwaltungsrat umgewandelt und die Satzung der Gesellschaft entsprechend abgeändert und neu gefasst.

5. Herr Norbert Palsa wird als alleiniges Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. April 2015 für die Dauer bis zur Jahreshauptversammlung der Gesellschaft im Jahr 2016 ernannt.

6. Beschluss über die Rückgabe der Banklizenz mit Wirksamkeitsdatum zum 31. März 2015 (letzter Tag der Wirksamkeit der Lizenz) mit Blick auf Punkt 7 unten.

7. Entscheidung über die Auflösung der Gesellschaft und die Einleitung der freiwilligen Liquidation der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. April 2015.

8. Ernennung der Liquidatoren.

9. Bestimmung die Rechte und Pflichten der Liquidatoren.

II) Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Vollmachten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl der gehaltenen Aktien sind in eine Anwesenheitsliste eingetragen worden; die Vollmachten, nachdem sie von den Vertretern und dem unterzeichnenden Notar ne varietur gezeichnet wurden, bleiben dieser Urkunde angeheftet, um mit diesem Protokoll registriert zu werden.

III) Die Anwesenheitsliste zeigt, dass alle ZWEIHUNDERT VIERZIG TAUSEND (240.000) Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft in Höhe von DREIHUNDERT MILLIONEN EURO (EUR 300.000.000,-) umfassen, in der Versammlung anwesend oder vertreten sind.

Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, dass sie auf den Erhalt von Einladungen für die Generalversammlung verzichten und die Versammlung als wirksam zusammengekommen ansehen, und erklären des weiteren, umfassende Kenntnis von der Tagesordnung, welche ihnen vorab übermittelt wurde, zu haben.

IV) Die Versammlung ist somit wirksam zusammengetreten und kann entsprechend wirksam Beschlüsse im Sinne der Tagesordnung fassen.

V) Nach ausführlicher Beratung, hat die Versammlung die folgenden Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung nimmt zur Kenntnis, dass die beiden Vorstände der Gesellschaft, Herr Norbert Palsa und Herr Ralph Folda mit Wirkung zum 1. April 2015 (letzter Tag im Amt 31. März 2015) vom Aufsichtsrat der Gesellschaft in seiner Sitzung vom 5. März 2015 abberufen wurden.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, den Herren Norbert Palsa und Ralph Folda für die Ausführung ihres Amtes als Vorstände der Gesellschaft vom 01. Januar 2015 bis einschließlich 31. März 2015 vollumfängliche Entlastung zu erteilen.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Herren Marcus Kramer, Dr. Detlev Gröne, Thomas Hierholzer und Dr. Michael Braun als derzeitige Mitglieder des Aufsichtsrates der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. April 2015 (letzter Tag im Amt 31. März 2015) abberufen und ihnen für die Amtszeit vom 01. Januar 2015 bis einschließlich zum 31. März 2015 Entlastung zu erteilen.

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt, mit Wirkung zum 1. April 2015 die derzeitige dualistische Organstruktur der Gesellschaft bestehend aus Vorstand und Aufsichtsrat in eine monistische Organstruktur bestehend aus einem Verwaltungsrat umzuwandeln.

Die Versammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft entsprechend dem Inhalt des vorherigen Absatzes mit Wirkung zum 1. April 2015 abzuändern und wie folgt neu zu fassen:

„Koordinierte Satzung der Banque LBLux S.A. in der Fassung vom 1. April 2015

Inhalt:

Artikel 1: Name

Artikel 2: Sitz, Verlegung

Artikel 3: Gegenstand der Gesellschaft

Artikel 4: Dauer

Artikel 5: Kapital

Artikel 6: Namensaktien

Artikel 7: Aktienübertragung

- Artikel 8: Aktienrechte
- Artikel 9: Verwaltungsrat
- Artikel 10: Sitzungsleitung des Verwaltungsrates
- Artikel 11: Verwaltungsratssitzungen
- Artikel 12: Beschlussfassung des Verwaltungsrates
- Artikel 13: Protokoll der Sitzungen des Verwaltungsrates
- Artikel 14: Befugnisse und Pflichten des Verwaltungsrats
- Artikel 15: Tägliche Geschäftsführung
- Artikel 16: Vertretung
- Artikel 17: Generalversammlungen
- Artikel 18: Einberufung der Generalversammlung
- Artikel 19: Präsidium der Generalversammlung
- Artikel 20: Mehrheit und Beschlussfassung
- Artikel 21: Hinterlegung der Aktien
- Artikel 22: Befugnisse der Generalversammlung
- Artikel 23: Protokoll der Sitzungen der Generalversammlung
- Artikel 24: Unabhängiger Wirtschaftsprüfer
- Artikel 25: Geschäftsjahr
- Artikel 26: Gewinnverwendung
- Artikel 27: Dividendenzahlung und Zwischendividenden
- Artikel 28: Auflösung
- Artikel 29: Liquidationserlös
- Artikel 30: Ergänzende Bestimmungen

Ar. 1. Name. Die im Jahre 1973 gegründete Aktiengesellschaft trägt den Namen „Banque LBLux S.A.“. Sie kann im Geschäftsverkehr auch unter der Bezeichnung „LBLux“ auftreten.

Art. 2. Sitz, Verlegung. Der Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können in Luxemburg als auch im Ausland Niederlassungen und/oder Zweigstellen errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann auch der Sitz der Gesellschaft innerhalb der Stadt Luxemburg und durch Beschluss der Generalversammlung innerhalb des Großherzogtums Luxemburg nach einem beliebigen Ort verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art beeinträchtigt oder durch das Bestehen solcher Ereignisse gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz provisorisch und bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden.

Die Nationalität der Gesellschaft soll, unbeeinflusst durch eine derartige provisorische Sitzverlegung, luxemburgisch bleiben.

Personen, welche in irgendeiner Weise befugt sind, die Gesellschaft in der laufenden Geschäftsführung rechtsverbindlich zu vertreten, sind auch befugt, diese Verlegung des Gesellschaftssitzes vorzunehmen und Dritten zur Kenntnis zu bringen.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft. Gegenstand der Gesellschaft ist:

a) die Durchführung aller Bank- und Finanzgeschäfte im Sinne des Gesetzes über den Finanzsektor vom 05. April 1993 in seiner jeweils gültigen Fassung, insbesondere die Annahme und Verzinsung von Einlagen; das Gewähren von Krediten jeder Art; der An- und Verkauf von Wechseln, Schecks und ähnlichen Werten; die Anschaffung und Veräußerung von Wertpapieren für eigene und fremde Rechnung; der Handel in Geld, Devisen, Sorten, Münzen und Edelmetallen; die Übernahme von Bürgschaften und Garantien für andere. Darüber hinaus kann die Gesellschaft die Emission von Aktien, Gesellschaftsanteilen, Schuldverschreibungen, Zertifikaten und anderen Wertpapieren betreuen und fördern, derartige Werte im eigenen oder fremden Namen zeichnen und sie öffentlich oder privat platzieren.

b) die Übernahme der elektronischen Datenverarbeitung für andere in- oder ausländische Banken, Finanzinstitute und sonstige im Finanzsektor tätige Gewerbetreibende.

Sie kann ferner alle Finanzoperationen und Handelsgeschäfte in Bezug auf bewegliches und unbewegliches Vermögen durchführen und Beteiligungen erwerben, die sich direkt oder indirekt auf ihren Geschäftszweck beziehen oder hierfür nützlich sein könnten.

Art. 4. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 5. Kapital. Das Gesellschaftskapital beträgt DREIHUNDERT MILLIONEN EURO (300.000.000,- EURO eingeteilt in ZWEIHUNDERTVIERZIGTAUSEND (240.000) Aktien ohne Angabe eines Nennwertes.

Das gesamte Aktienkapital wurde voll eingezahlt. Das Gesellschaftskapital kann ein- oder mehrmals durch Ausgabe neuer Aktien gegen Bar- und Sacheinlagen oder nach Umwandlung von freien Rücklagen in Aktienkapital durch Ausgabe von Gratisaktien erhöht werden.

Im Falle der Ausgabe neuer Aktien haben die bestehenden Aktionäre ein Vorzugsrecht, um dieselben zu zeichnen. Dieses Vorzugsrecht unterliegt den Bestimmungen des Artikels 32-3 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“).

Art. 6. Namensaktien. Die Aktien lauten auf den Namen und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden. Anstelle von Urkunden über einzelne Aktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgegeben werden.

Art. 7. Aktienübertragung. Verfügungen über Aktien und über Rechte aus diesen Aktien, insbesondere deren Abtretung, Verpfändung, Bestellung eines Nießbrauches, treuhänderische Verfügungen und Einräumen von Unterbeteiligungen, bedürfen zu ihrer Wirksamkeit der Zustimmung der anderen Aktionäre. Ohne Zustimmung wirksam sind Verfügungen zugunsten einer juristischen Person, die zum Konzern des verfügenden Aktionärs gehört.

Wird die Zustimmung verweigert, hat der verfügungswillige Aktionär das Recht, die Aktien den anderen Aktionären gemäß den nachfolgenden Bestimmungen anzudienen.

Für jeden Fall der Veräußerung seines Aktienpaketes oder eines Teiles hiervon durch einen Aktionär sind die anderen Aktionäre zum Vorkauf berechtigt, es sei denn, die Übertragung erfolge an eine juristische Person aus dem Konzern des veräußerungswilligen Aktionärs und das Vorkaufsrecht für die anderen Aktionäre bleibt sichergestellt.

Der veräußerungswillige Aktionär hat den zum Vorkauf berechtigten Aktionären und dem Verwaltungsrat der Gesellschaft per Einschreibebrief die Zahl der Aktien, welche er veräußern will, die Namen und Vornamen, den Beruf und Wohnsitz des vorgeschlagenen Erwerbers sowie den angebotenen Verkaufspreis in diesem Einschreibebrief mitzuteilen. Das Vorkaufsrecht kann nur bis zum Ablauf von drei Monaten nach Erhalt der Mitteilung durch schriftliche Erklärung an den veräußerungswilligen Aktionär ausgeübt werden.

Bei mehreren Vorkaufsberechtigten steht diesen das Vorkaufsrecht in dem Verhältnis zu, in welchem die Zahlen der von ihnen gehaltenen Aktien zueinander stehen. Soweit ein Vorkaufsberechtigter von seinem Vorkaufsrecht nicht oder nicht fristgerecht Gebrauch macht, steht dieses den übrigen Vorkaufsberechtigten im entsprechenden Verhältnis zu.

Bei mehreren Vorkaufsberechtigten kann jeder sein Vorkaufsrecht hinsichtlich des ihm zustehenden Teils der zur Veräußerung vorgesehenen Aktien allein geltend machen.

In keinem Falle werden die Aktien geteilt. Falls die Zahl der zu veräußernden Aktien nicht genau proportional zu der Zahl der Aktien, für die das Vorkaufsrecht besteht, ist, werden die überschüssigen Aktien, außer es gäbe zwischen den Aktionären eine Einigung, per Los und unter Verantwortung des Verwaltungsrates den Vorkaufsberechtigten zugeteilt.

Der Vorkaufsberechtigte kann die Bestimmung des für das Aktienpaket zu zahlenden Kaufpreises durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft verlangen. Der Kaufpreis soll der anteiligen Beteiligung des verfügungswilligen Vertragspartners am Vermögen der Gesellschaft entsprechen und nach den Grundsätzen ordnungsgemäßer Unternehmensbewertung festgestellt werden. Bewertungsstichtag ist der letzte Jahresabschluss vor Ausübung des Vorkaufsrechtes.

Die Gesellschaft und die betroffenen Aktionäre einigen sich auf die mit der Unternehmensbewertung zu beauftragende Wirtschaftsprüfungsgesellschaft. Kommt eine solche Einigung nicht innerhalb von 8 Wochen ab dem Verlangen eines Beteiligten nach Festsetzung des Preises zustande, so ist die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft vom Präsidenten der Wirtschaftsprüferkammer in Luxemburg zu benennen. Die Festsetzung des Kaufpreises durch die unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ist definitiv und kann nicht mehr angefochten werden. Die Kosten der Bewertung und Preisfestsetzung trägt der verfügungswillige Aktionär.

Art. 8. Aktienrechte. Die Rechte aus den Aktien sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar.

Art. 9. Verwaltungsrat. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Sofern die Gesellschaft nur einen Aktionär hat und die entsprechenden gesetzlichen Vorschriften erfüllt, kann die Gesellschaft nur ein Verwaltungsratsmitglied haben.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung ernannt, der ihre Zahl, die Dauer ihres Mandats, sowie ihre Bezüge bestimmt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können wiedergewählt und durch Beschluss der Generalversammlung jederzeit ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

Art. 10. Sitzungsleitung des Verwaltungsrates. Zum Zwecke der Leitung der Sitzungen des Verwaltungsrates bestimmt der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden, sofern die Generalversammlung hierüber keine Bestimmung getroffen hat.

Bei Abwesenheit des Vorsitzenden vertritt ihn auf diesen Sitzungen der stellvertretende Vorsitzende, oder im Falle der Abwesenheit des stellvertretenden Vorsitzenden, ein anderes vom Verwaltungsrat zu bestimmendes Mitglied.

Sofern nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied existiert, werden dessen Beschlüsse schriftlich gefasst.

Art. 11. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat hat, sooft es die Belange der Gesellschaft erfordern, zusammenzutreten.

Die Einberufung erfolgt durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unter Bekanntgabe einer Tagesordnung. Eine Sitzung ist auch dann einzuberufen, wenn es ein Verwaltungsratsmitglied beantragt. Die Sitzungen des Verwaltungsrates finden an dem Ort und zu der Zeit statt, die in der Einberufung genannt werden. Sie sollten regelmäßig in Luxemburg abgehalten und im Falle des Einsatzes von Telekommunikationsmitteln von Luxemburg aus initiiert werden.

Mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen sollen die Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens fünf Tage vorher schriftlich angekündigt werden. Eine Ankündigung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder zustimmen.

Art. 12. Beschlussfassung des Verwaltungsrates. In Dringlichkeitsfällen oder wenn außergewöhnliche Umstände vorliegen, können die Verwaltungsratsmitglieder Beschlüsse auch schriftlich fassen. Schriftliche Beschlüsse müssen dabei von allen Verwaltungsratsmitgliedern persönlich unterzeichnet werden, um wirksam zu werden. Die Unterschriften der Mitglieder in einem schriftlichen Beschluss können auf einem Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleich lautenden Beschlusses erscheinen und können per Brief, Fax oder ähnlichen Kommunikationsmitteln erbracht werden. Umlaufbeschlüsse sollen an den Sitz der Gesellschaft übersendet und dort aufbewahrt werden.

In einem solchen dringlichen oder außergewöhnlichen Fall können Mitglieder des Verwaltungsrates Sitzungen durch Verwendung von Fernkommunikationsmitteln (einschließlich eines Telefons) abhalten. Es muss dabei sichergestellt sein, dass alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder (die entweder anwesend sind oder sich ebenfalls eines Fernkommunikationsmittels bedienen) dieses Mitglied hören und selbst von diesem Mitglied gehört werden können. Mitglieder, die sich eines Fernkommunikationsmittels bedienen, gelten als an dieser Sitzung teilnehmende Mitglieder, die für die Zählung der Mehrheit maßgeblich sind und wirksam über alle, auf einer solchen Sitzung besprochenen Angelegenheiten abstimmen können. Eine Verwaltungsratssitzung, die mit Hilfe derartiger Kommunikationsmittel von Luxemburg aus initiiert und abgehalten wird, gilt als in Luxemburg durchgeführt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich mit seiner Vertretung beauftragen. Dieser Vertretungsauftrag kann auch telegraphisch oder fernmündlich erfolgen, mit schriftlicher Bestätigung.

Zur Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist es, sofern das Gesetz nichts Anderweitiges vorsieht, erforderlich, dass die Mehrheit der amtierenden Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden, sofern das Gesetz nichts Anderweitiges vorsieht, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 13. Protokoll der Sitzungen des Verwaltungsrates. Die vom Verwaltungsrat gefassten Beschlüsse sind in Sitzungsprotokollen niederzulegen, die von mindestens zwei der bei der jeweiligen Sitzung anwesenden Mitgliedern zu unterschreiben sind.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, unterschreiben der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder zwei seiner Mitglieder.

Art. 14. Befugnisse und Pflichten des Verwaltungsrates. Dem Verwaltungsrat obliegt die Verwaltung und die Geschäftsführung der Gesellschaft; hierzu hat er die ausgedehntesten Vollmachten einschließlich des Rechts, über Vermögen der Gesellschaft zu verfügen. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Art. 15. Tägliche Geschäftsführung. Die tägliche Geschäftsführung und die damit einhergehende Vertretung der Gesellschaft obliegt dem Verwaltungsrat, wobei diese Tätigkeiten auch an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates, Geschäftsleiter, Direktoren und anderen Angestellte, Gesellschafter oder Dritte übertragen werden können.

Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder auch an Dritte erteilen.

Art. 16. Vertretung der Gesellschaft durch den Verwaltungsrat. Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft nach außen. Im Rechtsverkehr wird die Gesellschaft grundsätzlich durch die gemeinsamen Unterschriften zweier Verwaltungsratsmitglieder oder eines Verwaltungsratsmitglieds und eines Bevollmächtigten vertreten. Sofern nur ein Verwaltungsratsmitglied gewählt ist, vertritt dieser die Gesellschaft.

Für punktuelle Einzelgeschäfte gemäß Artikel 15 können auch zwei Bevollmächtigte der Gesellschaft oder ein Bevollmächtigter und ein Mitglied des Verwaltungsratsgemeinsam nach Maßgabe des jeweils gültigen Unterschriftenverzeichnisses die Gesellschaft durch ihre Unterschriften vertreten.

Der Verwaltungsrat legt den Umfang und die Art der Ausübung der Prokura und der Vollmachten fest.

Etwaige für Sonderfälle oder Sondergeschäfte geltende Spezialvollmachten sind durch die vorstehenden Bestimmungen nicht betroffen. Diese werden vom Verwaltungsrat nach Bedarf geregelt.

Art. 17. Generalversammlung. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am dritten Freitag im März um elf Uhr (mitteleuropäische Sommerzeit) statt.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so findet die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt.

Ordentliche Generalversammlungen finden in Luxemburg, und zwar am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg statt. Außerordentliche Generalversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft statt, sofern in der Ankündigung nichts anderes festgelegt ist.

Die jährliche Generalversammlung kann auch im Ausland stattfinden, wenn einer der in Artikel 2 der Satzung genannten Fälle höherer Gewalt gegeben ist.

Die ordentliche Generalversammlung stellt den Jahresabschluss der Gesellschaft fest.

Art. 18. Einberufung der Generalversammlung. Die Einberufungen zu Generalversammlungen erfolgen gemäß den Vorschriften des luxemburgischen Rechts.

Sind alle Aktionäre in der Generalversammlung anwesend oder vertreten, so kann auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden.

Art. 19. Präsidium der Generalversammlung. Die Generalversammlung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates geleitet oder von einem seiner Mitglieder, das hierzu vom Verwaltungsrat bestimmt worden ist.

Der Vorsitzende soll einen Schriftführer und die Versammlung einen Stimmzähler wählen.

Art. 20. Mehrheit und Beschlussfassung. Für die Beschlüsse der Generalversammlung gelten die Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 21. Hinterlegung der Aktien. Sofern der Verwaltungsrat in der Einberufung der Generalversammlung es fordert, muss jeder Aktionär, um hieran teilnehmen zu können, seine Aktienurkunden am Sitz der Gesellschaft oder einem anderen hierfür in der Ankündigung bestimmten Ort fünf Bankarbeitstage vor der Generalversammlung hinterlegen. Ein Aktionär kann sich durch einen anderen Aktionär oder einen Nicht-Aktionär in der Generalversammlung vertreten lassen.

Art. 22. Befugnisse der Generalversammlung. Jede Generalversammlung, die ordnungsgemäß zusammentritt, vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Befugnisse sind gesetzlich und durch diese Satzung festgelegt.

Folgende Beschlüsse bedürfen der Zustimmung von 75% der Stimmen der Aktionäre:

- Satzungsänderungen
- Auflösung der Gesellschaft
- Kapitalerhöhung und Aufnahme weiterer Aktionäre
- Maßnahmen der Kapitalherabsetzung
- Verwendung des Jahresergebnisses

Bei allen anderen Beschlüssen gelten die Mehrheiten wie sie vom Gesetz festgelegt sind.

Art. 23. Protokoll der Sitzungen der Generalversammlung. Das Protokoll über die Generalversammlung wird vom Versammlungsleiter, dem Schriftführer und den Stimmzählern sowie denjenigen Aktionären unterzeichnet, die es verlangen. Mit Ausnahme der Beschlüsse der Generalversammlung, die notariell beurkundet werden müssen, können Abschriften und Auszüge des Protokolls, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates, von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder zwei dazu bevollmächtigten Angestellten der Gesellschaft unterschrieben werden.

Art. 24. Unabhängiger Wirtschaftsprüfer. Die Prüfung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer, die vom Verwaltungsrat bestellt werden.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Zum Ende des Geschäftsjahres stellt der Verwaltungsrat entsprechend den gesetzlichen Regelungen den Jahresabschluss der Gesellschaft auf. Dieser besteht aus der Bilanz per 31. Dezember, der Gewinn- und Verlustrechnung für das abgelaufene Geschäftsjahr sowie dem Anhang und dem Lagebericht.

Art. 26. Gewinnverwendung. Gemäß dem Gesetz ist der gesetzlichen Rücklage vorab 5% des Gewinns zuzuweisen, bis diese 10% des gezeichneten Kapitals erreicht hat.

Über den Saldo verfügt die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates.

Der Saldo kann als Dividende oder zur Bildung oder Stärkung von Rücklagen verwendet oder vorgetragen werden.

Art. 27. Dividendenzahlung und Zwischendividenden. Die Modalitäten der Auszahlung einer von der Generalversammlung beschlossenen Dividendenzahlung werden vom Verwaltungsrat festgelegt.

Die Ausschüttung von Zwischendividenden kann vom Verwaltungsrat jederzeit im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes beschlossen werden.

Art. 28. Auflösung. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft aufgrund eines Gesellschafterbeschlusses wird die Liquidation von den amtierenden Verwaltungsratsmitgliedern durchgeführt, es sei denn, dass die Generalversammlung einen oder mehrere Liquidatoren zu diesem Zwecke ernennt. In diesem Falle bestimmt sie deren Befugnisse und Bezüge. Sollte die Auflösung in Anwendung des Gesetzes vom 05. April 1993 betreffend den Finanzsektor erfolgen, so finden die diesbezüglichen einschlägigen Bestimmungen dieses Gesetzes Anwendung.

Die Generalversammlung entscheidet über die Art der Liquidation durch einfache Stimmenmehrheit.

Art. 29. Liquidationserlös. Das nach der Berichtigung der Verbindlichkeiten verbleibende Vermögen der Gesellschaft wird unter den Aktionären verteilt.

Art. 30. Ergänzende Bestimmungen. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes und des Gesetzes vom 05. April 1993 betreffend den Finanzsektor einschließlich der Änderungsgesetze verwiesen.“

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Herrn Norbert Palsa als alleiniges Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. April 2015 für die Dauer bis zur Jahreshauptversammlung der Gesellschaft im Jahr 2016 zu wählen.

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt, mit Blick auf die im nächsten Beschluss beschriebene Auflösung der Gesellschaft und den Beginn der Liquidation der Gesellschaft die Banklizenz mit Wirksamkeitsdatum zum 31. März 2015 (letzter Tag der Wirksamkeit der Lizenz) zurück- bzw. aufzugeben. Die Generalversammlung nimmt zur Kenntnis, dass der vormalige Vorstand die Commission de Surveillance du Secteur Financier fristgerecht im Sinne der Vorschriften des luxemburgischen Gesetzes über den Finanzsektor vom 5. April 1993, wie abgeändert, informiert und die entsprechenden Veröffentlichungen vorgenommen hat.

Siebenter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Gesellschaft mit Wirkung zum 1. April 2015 aufzulösen und deren Liquidation im Einklang mit den luxemburgischen Gesetzen einzuleiten.

Die Versammlung nimmt zur Kenntnis, dass die Gesellschaft ab dem 1. April 2015 für jede Korrespondenz zu ihrem Namen den Zusatz „in Liquidation“ hinzufügen muss, weshalb die Gesellschaft ab diesem Datum nur mehr unter der folgenden Bezeichnung firmieren darf: „Banque LBLux S.A., in Liquidation“.

Achter Beschluss

Die Versammlung beschließt,

- i) Das einzige Mitglied des Verwaltungsrates Herrn Norbert PALSA, beruflich wohnhaft in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;
 - ii) Herrn Andreas GELTINGER, beruflich wohnhaft in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg; und
 - iii) Frau Nicole BEDENK, beruflich wohnhaft in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg,
- mit Wirkung zum 1. April 2015 als Liquidatoren der Gesellschaft zu bestellen (die „Liquidatoren“).

Die Versammlung beschließt des Weiteren, dass das Mandat von Herrn Norbert Palsa als Liquidator der Gesellschaft am 30. Juni 2015 um Mitternacht enden soll. Ab dem 1. Juli 2015 werden somit nur noch Herr Andreas Geltinger und Frau Nicole Bedenk als Liquidatoren tätig sein.

Neunter Beschluss

Die Versammlung beschließt, dass die Liquidatoren die folgenden Rechte und Pflichten haben sollen:

- a) Die Liquidatoren sollen über die weitest gehenden Befugnisse verfügen, um ihre Aufgaben erfüllen zu können, insbesondere über alle Befugnisse, die ihnen nach den luxemburgischen Gesetzen, im Besonderen nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der jeweils geltenden Fassung und nach dem Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, zustehen.
- b) Sie sollen zur Ausübung ihrer Aufgaben nicht die Zustimmung der Generalversammlung der Gesellschaft benötigen und sollen über alle ordentlichen und außerordentlichen Rechte in Bezug auf die Identifizierung von Vermögenswerten der Gesellschaft, der Verwertung von Vermögensrechten, der Rückzahlung von Verbindlichkeiten und Auszahlung von Nettoerlösen an die Aktionäre verfügen.
- c) Die Liquidatoren können Vorauszahlungen von Liquidationserlösen an Aktionäre vornehmen, nachdem sie tatsächliche oder künftige Ansprüche von Gläubigern befriedigt haben oder ausreichende Mittel zur Befriedigung noch ausstehender Gläubigerforderungen vorrätig haben.
- d) Die Liquidatoren können, unter eigener Verantwortung, für bestimmte Geschäfte, einen oder mehrere Bevollmächtigte mit der Ausübung dieser Aufgaben betrauen. Eine Bevollmächtigung ist jedoch lediglich für bestimmte Aufgaben und für einen befristeten Zeitraum möglich.
- e) Untereinander können die Liquidatoren den Modus der Unterschriftsberechtigung im Innenverhältnis im Rahmen einer einstimmigen Entscheidung frei festlegen. Hierbei ist aber zu beachten, dass im Falle der Einzelunterschriftsberechtigung eines jeden Liquidators diese Berechtigung nur bis zu einem jeweiligen zu unterzeichnenden Geschäftswert in Höhe von EUR 10.000,- zulässig sein soll. Im Falle eines höheren zu unterzeichnenden Geschäftswertes müssen mindestens zwei Liquidatoren gemeinsam unterzeichnen.

f) Jeder Liquidator soll gegenüber Dritten und gegenüber der Gesellschaft für die Ausübung seines Mandats und für begangene Fehler im Zusammenhang mit der Liquidation der Gesellschaft im Rahmen der anwendbaren Vorschriften des luxemburgischen Rechts allein haften. Sollte ein Liquidator vor Ende der Liquidation als Liquidator der Gesellschaft zurücktreten oder abberufen werden, so darf dieser Liquidator für die Handlungen der verbleibenden Liquidatoren nach dem Abberufungsdatum weder haftbar gemacht noch verantwortlich sein. Diese Vorschrift gilt insbesondere für Herrn Norbert Palsa, der wie oben beschrieben aus dem Amt des Liquidators zum 30. Juni 2015 um Mitternacht ausscheidet.

g) Des Weiteren haben die Liquidatoren folgende Punkte zu beachten und entsprechend zu handeln:

(i) Die Liquidatoren sollen im besten Interesse der Gesellschafter und der Gesellschaft bei der Veräußerung und der Verwendung des Vermögens der Gesellschaft zum bestmöglichen Preis und den bestmöglichen Bedingungen handeln. Der Veräußerungserlös und die Verwendung des Vermögens der Gesellschaft wird, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, vorrangig zur Rückzahlung bestehender Verbindlichkeiten der Gesellschaft verwendet und erst danach um einen eventuell verbleibenden Nettoerlös an die Aktionäre der Gesellschaft in Proportion zu ihrer Beteiligung auszubezahlen.

(ii) Die Liquidatoren sollen die Vorschriften des luxemburgischen Gesetzes über den Finanzsektor vom 5. April 1993 beachten und danach handeln. Sofern diese notwendig ist, werden die Liquidatoren im Verlaufe der Liquidation die Commission de Surveillance du Secteur Financier unterrichten, informieren und mit der Behörde zusammenarbeiten.

(iii) Die Liquidatoren sollen, sofern anwendbar, alle verbleibenden Vermögenswerte, die einem nicht zu identifizierenden Gesellschafter zuzuordnen sind, an die Caisse de Consignation Luxembourg überweisen.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Aufwendungen, in jeglicher Form, welche von der Gesellschaft als Ergebnis dieser Urkunde zu zahlen sind, werden auf ungefähr EUR 3.000,- angesetzt.

Nachdem keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, wurde die Versammlung geschlossen.

WODURCH diese notarielle Urkunde in Luxemburg aufgesetzt wurde, am Datum wie am Anfang dieses Dokuments niedergeschrieben.

Nachdem vorliegende Urkunde den erschienen Personen vorgelesen wurde und diese Personen dem Notar durch Vornamen, Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben die vorstehenden Personen diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. PETER, G. SCHMITT, C. PFISTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 2 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10399. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. April 2015.

Référence de publication: 2015052861/385.

(150060466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Azeris Propreté Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5241 Sandweiler, 45A, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 99.031.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015035529/10.

(150040525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Sustainable Assets No. 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.491.

Wir teilen mit, dass Herr Manuel Scheer mit Wirkung zum 28. Februar 2015 als Geschäftsführer der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015037387/11.

(150042252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Fidugec & Associés, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 195.926.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-six mars.

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, Notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg);

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Grégory MOUSSÉ, expert-comptable diplômé, né le 3 juin 1975 à Epernay (France), demeurant à F-57160 Moulins-Lès-Metz, 2, rue de Nancy.

2.- La société par actions simplifiée de droit français Société Fiduciaire de gestion d'Expertise-comptable et de Commissariat aux comptes («SAS FIDUGEC»), ayant son siège social à F-57390 Audun-Le-Tiche, 44, rue Maréchal Foch, inscrite au Tableau de l'ordre des Experts-Comptables de la Région Lorraine et à la Compagnie des Commissaires aux Comptes du ressort de la Cour d'Appel de METZ immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de THIONVILLE sous le numéro TI 343 882 015,

ici représentée par Monsieur Grégory MOUSSÉ, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 25 mars 2015, laquelle restera annexée aux présentes.

3.- Madame Corine DAL MAS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer:

Titre 1^{er} . - Objet, raison sociale, durée, siège

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exécution de toutes les activités d'expert-comptable et fiscal telles qu'elles sont définies à l'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable.

La société pourra également à titre accessoire exercer les activités d'expertise-fiscales, économiques et financières, de tous mandats d'organisation technique, administrative, les activités de secrétariat social, de domiciliaire de sociétés, ainsi que toutes activités se rattachant directement à la profession d'expert-comptable, de conseil fiscal, de conseil économique et financier ou à celle de conseil en organisation, le tout sous réserve du respect des dispositions législatives et déontologiques de la profession d'expert-comptable et à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra notamment prendre des participations dans toutes sociétés exerçant des activités similaires ou complémentaires, faire toutes les opérations civiles, mobilières, immobilières et financières qui se rattachent à son objet social ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation pour autant que ces opérations restent compatibles avec la profession d'expert-comptable.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 3. La société prend la dénomination de «FIDUGEC & ASSOCIES»

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre 2. - Capital social, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Art. 10. La majorité des droits de vote attachés aux parts sociales doit être détenue par des personnes physiques ou des personnes morales elles-mêmes détenues par des personnes physiques qui satisfont aux conditions d'honorabilité et de qualification professionnelles pour l'exercice de la profession d'expert-comptable prévues par la loi du 2 septembre 2011 sur le droit d'établissement.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant le vote des associés représentant au moins le trois quart des parts sociales.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément de la majorité des trois quarts des parts sociales.

Le même agrément de la majorité des trois quarts des parts sociales des associés est requis lorsque les parts sont transmises pour cause de mort soit à des descendants, soit au conjoint survivant. En cas de décès d'un associé, les associés survivants jouissent dans tous les cas d'un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé décédé pour ceux remplissant les conditions d'inscription auprès de l'Ordre des experts-comptables luxembourgeois; dans ce cas, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 12. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre 3. - Administration

Art. 13. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés et pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Le gérant unique, ou la majorité des gérants en cas de pluralité, doit(vent) être choisi parmi les personnes physiques ou des personnes morales elles-mêmes détenues par des personnes physiques qui satisfont aux conditions d'honorabilité et de qualification professionnelles pour l'exercice de la profession d'expert-comptable prévues par la loi du 2 septembre 2011 sur le droit d'établissement.

Le gérant unique, ou l'un des gérants en cas de pluralité, doit avoir un lien réel avec la société en étant associé ou salarié, et ne doit pas s'être soustrait aux charges sociales et fiscales, soit en son nom propre, soit par l'intermédiaire d'une société qu'il dirige ou qu'il a dirigée.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la société.

En cas de pluralité des gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants. La durée des fonctions du gérant n'est pas limitée.

L'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions.

Les associés décideront de la rémunération du gérant ou des gérants.

Art. 14. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société. Les créanciers, héritiers ou ayants cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 15. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 16. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 17. Le gérant ne contracte, en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société. Simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 20. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges et des amortissements nécessaires constituent les bénéfices nets.

Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'au moment où cette réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

Titre 4. - Dissolution, liquidation

Art. 21. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre 5. - Dispositions générales

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les parts sociales ont été souscrites par les associés comme suit:

Associés	Nombre de parts
1. SAS FIDUGEC, prénommée,	251
2 Monsieur Grégory MOUSSÉ, prénommé	174
3. Madame Corine DAL MAS, prénommée	75
Total: cinq cents parts sociales	500

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire, de sorte que la somme des douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la Société.

Preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ mille euros (EUR 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital et se considérant comme dûment convoqués, ont tenu une assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Est nommé Gérant unique, pour une durée illimitée:

Monsieur Grégory MOUSSÉ, Expert-comptable diplômé, né le 3 juin 1975 à Epernay, France, demeurant à F-57160 Moulins-Lès-Metz, 2, rue de Nancy.

La société est engagée par la seule signature du gérant unique.

2) L'adresse du siège sociale est établie à L-2340 Luxembourg, 34 B, rue Philippe II.

L'attention des comparants a été expressément attirée par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations et/ou agréments requis le cas échéant afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article 2 des présents Statuts.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Moussé, Dal Mas, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 31 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9950. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015052982/157.

(150060384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Pan European Credit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 91.864.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of January,
before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Pan European Credit S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 5, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), having been incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary then residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 19 February 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 304 of 21 March 2003, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 91864. The Articles of Incorporation have been amended for the last time following a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 23 March 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1207 of 14 May 2012.

The meeting is declared open at 7.01 p.m. by Maître Claire Prospert, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed, Maître Elodie Michaud, lawyer, with professional address in Luxembourg, as secretary.

The meeting elected Mr Pit Dostert, with professional address in Luxembourg, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman called upon the notary to record that:

(i) The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1 To remove the jurisdictional limitations in relation to the members of the board of directors and to amend paragraphs 2, 10 and 11 of Article 8 of the Articles of Incorporation of the Company accordingly.

2 To modify the quorum requirements for the deliberations of the board of directors and to amend paragraph 7 of Article 8 of the Articles of Incorporation of the Company accordingly.

3 To acknowledge the resignation of Mr James Pope, Mr Patrick Zurstrassen, Mr Yves Wagner and Mr Roland Frey acting as directors of the Company with effect as of 20 February 2015 at 11.59 p.m. Luxembourg time and to acknowledge the resignation of Ms Frances Hutchinson acting as director of the Company with effect as of 31 December 2014.

4 To appoint Ms Karla Rabusch, Mr Michael Niedermeyer, Mr Michael Hogan and Mr Richard Goddard as new directors of the Company with effect as of 21 February 2015.

5 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) The whole corporate capital is represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declare that they have been duly informed on all items of the above agenda prior to the meeting and that they waive the convening notice.

(v) That the present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolved to remove the jurisdictional limitations in relation to the members of the board of directors of the Company with immediate effect and to amend paragraphs 2, 10 and 11 of Article 8 of the Articles of Incorporation of the Company accordingly.

Paragraph 2 of Article 8 of the Articles of Incorporation of the Company shall from now on read as follows:

"Subject to the provisions of these Articles, the board may regulate its proceedings as it thinks fit."

Paragraph 10 of Article 8 of the Articles of Incorporation of the Company shall from now on read as follows:

"Without prejudice to the second and seventh sentence of this Article 8, a person entitled to be present at a meeting of the board or of a committee of the board shall be deemed to be present for all purposes if he is able (directly or by electronic means) to speak to and be heard by all those present or deemed to be present simultaneously. A director so deemed to be present shall be entitled to vote and be counted in a quorum accordingly. Such a meeting shall be deemed

to take place where it is convened to be held or (if no director is present in that place) where the largest group of those participating is assembled, or, if there is no such group, where the chairman of the meeting is.”

Paragraph 11 of Article 8 of the Articles of Incorporation of the Company shall from now on read as follows:

“A resolution in writing executed by all the directors shall be as valid and effectual as if it had been passed at a meeting of the board or (as the case may be) a committee of the board duly convened and held. For this purpose:

- (a) a resolution may be in hard copy form or in electronic form sent to the registered office; and
- (b) a resolution may consist of several documents in hard copy form or electronic form, each executed by one or more directors, or a combination of both.”

Second resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolved to modify the quorum requirements for the deliberations of the board of directors of the Company with immediate effect and to amend paragraph 7 of Article 8 of the Articles of Incorporation of the Company so that it shall read as follows:

“The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.”

Third resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolved to acknowledge the resignation of Mr James Pope, Mr Patrick Zurstrassen, Mr Yves Wagner and Mr Roland Frey acting as directors of the Company with effect as of 20 February 2015 at 11.59 p.m. Luxembourg time and resolved to acknowledge the resignation of Ms Frances Hutchinson acting as director of the Company with effect as of 31 December 2014 and resolved to grant all of them full discharge for the performance of their duties as far as legally possible.

Fourth resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to appoint the following persons as new directors of the Company with effect as of 21 February 2015 for a period ending at the annual general meeting of the shareholders approving the Company’s annual accounts as of 30 September 2016:

(i) Ms Karla Rabusch, director, born on 13 April, 1959 in Brookings, South Dakota, United States of America, with professional address at Wells Fargo Funds Management, LLC, 525 Market Street, San Francisco, California 94105, United States of America;

(ii) Mr Michael Niedermeyer, director, born on 4 October, 1954 in Portland, Oregon, United States of America, with professional address at Wells Fargo Asset Management, 525 Market Street, San Francisco, California 94105, United States of America;

(iii) Mr Michael Hogan, director, born on 4 February, 1959 in Saint Paul, Minnesota, United States of America, with professional address at Wells Fargo Funds Management, LLC, 2001 North Main Street, Suite 600, Walnut Creek, California 94596, United States of America; and

(iv) Mr Richard Goddard, director, born on 5 December, 1959 in Fareham, United Kingdom, with professional address at The Directors Office, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

As a result, the Company will forthwith be managed as of 21 February 2015 by a board of directors composed of:

- Ms Karla Rabusch;
- Mr Michael Niedermeyer;
- Mr Michael Hogan;
- Mr Richard Goddard; and
- Mr Jürgen Meisch.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

There being no further business, the meeting is closed at 7.10 p.m..

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le septième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés de Pan European Credit S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (la «Société») constituée par acte de Maître Jean-Joseph Wagner, alors notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 19 février 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 304 en date du 21 mars 2003 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91864. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 23 mars 2012, ayant été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1207 du 14 mai 2012.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 19.01 heures sous la présidence de Maître Claire Prosper, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Maître Elodie Michaud, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur M. Pit Dostert, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1 Suppression des limitations juridictionnelles concernant les membres du conseil d'administration de la Société et modification des paragraphes 2, 10 et 11 de l'article 8 des statuts de la Société en conséquence.

2 Modification du quorum nécessaire pour les délibérations des réunions du conseil d'administration et modification du paragraphe 7 de l'article 8 des statuts de la Société en conséquence.

3 Acceptation de la démission de M. James Pope, M. Patrick Zurstrassen, M. Yves Wagner et M. Roland Frey en leur fonction d'administrateurs de la Société avec effet au 20 février 2015 à 23h59, heure de Luxembourg et acceptation de la démission de Mme Frances Hutchinson en sa fonction d'administrateur de la Société avec effet au 31 décembre 2014.

4 Nomination de Mme Karla Rabusch, M. Michael Niedermeyer, M. Michael Hogan et M. Richard Goddard en tant que nouveaux administrateurs de la Société avec effet au 21 février 2015.

5 Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage,

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé de supprimer les limitations juridictionnelles concernant les membres du conseil d'administration de la Société et de modifier avec effet immédiat les paragraphes 2, 10 et 11 de l'article 8 des statuts de la Société en conséquence.

Le paragraphe 2 de l'article 8 des statuts de la Société est modifié comme suit:

«Sous réserve des dispositions des présents statuts, le conseil d'administration peut déterminer les procédures le concernant qu'il juge appropriées.».

Le paragraphe 10 de l'article 8 des statuts de la Société est modifié comme suit:

«Sans préjudice des dispositions de la seconde et de la septième phrase du présent Article 8, une personne dont la présence est admise à une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil d'administration est réputée être présente à toutes fins si elle est capable (directement ou par voie électronique) de parler et d'être entendue de façon simultanée par toutes personnes présentes ou réputées être présentes. Un administrateur ainsi réputé présent est autorisé à voter et par conséquent est pris en compte dans le calcul du quorum. Une telle réunion est réputée avoir lieu à l'endroit spécifié dans la convocation ou (si aucun administrateur n'est présent à un tel lieu) là où le groupe le plus important de participants est réuni, ou, s'il n'existe pas de groupe, là où le président de la réunion se trouve.»

Le paragraphe 11 de l'article 8 des statuts de la Société est modifié comme suit:

«Une résolution écrite signée par l'ensemble des administrateurs est valable et exécutoire de la même façon que si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration ou (le cas échéant) d'un comité du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. A cette fin:

- a) une résolution peut être émise sous forme papier ou sous forme électronique envoyée au siège social; et
- b) une résolution peut se composer de plusieurs documents sous forme papier ou sous forme électronique, chaque document étant signé par un ou plusieurs administrateurs, ou une combinaison des deux.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé de modifier le quorum nécessaire pour les délibérations des réunions du conseil d'administration et de modifier le paragraphe 7 de l'article 8 des statuts de la Société comme suit:

«Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé d'accepter la démission de M. James Pope, M. Patrick Zurs-trassen, M. Yves Wagner et M. Roland Frey en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 20 février 2015 à 23h59, heure de Luxembourg et a décidé d'accepter la démission de Mme Frances Hutchinson en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 31 décembre 2014 et a décidé de donner décharge à tous les administrateurs pour l'exécution de leurs devoirs dans la mesure légalement possible.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux administrateurs de la Société, avec effet au 21 février 2015, pour la période se terminant à l'assemblée générale annuelle des associés approuvant les comptes annuels de la Société en date du 30 septembre 2016:

(i) Mme Karla Rabusch, administrateur, née le 13 avril, 1959 à Brookings, Dakota du Sud, États-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à Wells Fargo Funds Management, LLC, 525 Market Street, San Francisco, Californie 94105, États-Unis d'Amérique;

(ii) M. Michael Niedermeyer, administrateur, né le 4 octobre, 1954 à Portland, Oregon, États-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à Wells Fargo Asset Management, 525 Market Street, San Francisco, Californie 94105, États-Unis d'Amérique;

(iii) M. Michael Hogan, administrateur, né le 4 février, 1959 à Saint Paul, Minnesota, États-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à Wells Fargo Funds Management, LLC, 2001 North Main Street, Suite 600, Walnut Creek, Californie 94596, États-Unis d'Amérique; et

(iv) M. Richard Goddard, administrateur, né le 5 décembre, 1959 à Fareham, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle à The Directors Office, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il en résulte que la Société sera gérée avec effet au 21 février 2015 par le conseil d'administration composé comme suit:

- Mme Karla Rabusch;
- M. Michael Niedermeyer;
- M. Michael Hogan;
- M. Richard Goddard; et
- M. Jürgen Meisch. *

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Plus rien étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 19.10 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande des même comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Prospert, E. Michaud, P. Dostert, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 15 janvier 2015. GAC/2015/514. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 27 février 2015.

Référence de publication: 2015035279/219.

(150039707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

**Aida Wedo 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Aida Wedo 8 S.A.).**

Siège social: L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 183.664.

L'an deux mille quinze, le douzième jour du mois de février.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société AIDA WEDO 8 S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1340 Luxembourg, 8, Place Winston Churchill, constituée suivant acte de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 25 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 692 du 17 mars 2014 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 183.664 (la "Société").

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Rachida EL FARHANE, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Alida MUHOVIC, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social, étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Modification de la forme légale de la société, d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée.
2. Changement de la dénomination de la société en «Aida Wedo 8 S.à r.l.»
3. Acceptation de la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes.
4. Transfert de siège social au 7, rue des trois Cantons, L-8399 Windhof.
5. Modification subséquente des statuts.
6. Nomination de gérants et modification du pouvoir de signature.
7. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, l'assemblée générale prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé de transformer, à compter de ce jour, la forme légale de la Société d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée, soumise aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Suite à cette transformation de la forme de la Société, l'assemblée générale a décidé en outre de changer les anciennes actions d'une société anonyme en parts sociales d'une société à responsabilité limitée, de sorte que le capital social de la Société d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000.-) sera dorénavant représenté par trente et un mille (31.000) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune.

Toutes les parts sociales sont attribuées à l'Associé Unique: la société anonyme Crystal Sunset, ayant son siège social à 7, rue des trois Cantons, L-8399 Windhof, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 154.928.

Par cette transformation de la société anonyme en une société à responsabilité limitée, aucune nouvelle société n'est créée, conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La société à responsabilité limitée est la continuation de la société anonyme telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que dans le passif de cette société.

Le capital et les réserves demeureront intacts ainsi que tous les éléments de l'actif et du passif, les amortissements, les moins-values et les plus-values, et la société à responsabilité limitée continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société anonyme.

La transformation se fait sur base du bilan intermédiaire arrêté au 31 janvier 2015, dont une copie, après avoir été signée «ne varietur» par les comparants et le notaire soussigné, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Dans le cadre de la transformation de la société anonyme en une société à responsabilité limitée, les droits des tiers à l'égard de la Société ainsi que leurs droits vis-à-vis des actionnaires sont et restent expressément réservés, au vœu de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé de changer la dénomination sociale de la Société en «Aida Wedo 8 S.à r.l.».

Troisième résolution

L'assemblée générale a accepté les démissions de l'administrateur et du commissaire aux comptes et décide de leur donner décharge pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société au L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

Cinquième résolution

L'assemblée générale a décidé de nommer à la fonction de gérants pour une durée indéterminée:

Madame Aurélie PARAGE, salariée, née à Virton (B) le 14 février 1983, demeurant professionnellement à L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

Madame Céline DOYEN, salariée, née le 24 juin 1972 à Huy (B), demeurant professionnellement au L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

Monsieur Olivier REVOL, administrateur de sociétés, né le 21 avril 1972 à Sainte-Foy-lès-Lyon, France, demeurant au 480, avenue Louise, B-1050 Ixelles, Belgique.

Sixième résolution

L'assemblée générale a décidé en conséquence de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, afin de refléter au niveau statutaire les résolutions qui précèdent, et de les arrêter comme suit tant en version anglaise qu'en version française (en cas de divergence, la version anglaise prévaut):

1) En version anglaise

« **Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities, intellectual property rights of whatever origin and other property, rights and interest in property, including real properties in the Grand Duchy of Luxembourg and/ or elsewhere in the world, participate in the creation, the development and the control of any enterprise. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, personal or real estate transactions, take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form including by way of public offer. It may issue by way of private placement, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name “Aida Wedo 8 S.à.r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Koerich.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company’s corporate capital is fixed at thirty-one thousand euro (31,000.-EUR) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a par value of one euro (1.-EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders’ decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders’ meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound as follows by the sole signature of any Manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent’s responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

In case of plurality of managers, any manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the Board of Managers held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.»

2) En version française

« **Art. 1^{er}.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société peut réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle pourra également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

En général, la Société pourra également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, et prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, y inclus par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: "Aida Wedo 8 S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à trente et un mille euro (31.000.-EUR) représenté par trente et un mille (31.000) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunie en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle d'un des gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, les gérants peuvent participer à toutes réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg sera équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, téléfax ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève approximativement au montant de deux mille euros (EUR 2.000.-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, et personne ne prenant la parole, l'assemblée est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signés le présent acte avec le notaire.

Signé: Nezar, El Farhane, Muhovic, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 février 2015. Relation: 1LAC/2015/5044. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 27 février 2015.

Référence de publication: 2015035510/320.

(150040363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

GSIP II Swedish Networks Debt Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 194.962.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth day of February.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

“GS Lux Management Services S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée formed and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 88.045, having its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, with a share capital of EUR 15,000.-,

represented by Mrs. Eszter KOSZTECZKY, employee, having her professional address at 2, rue du Fossé L-1536 Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on February 18th, 2015.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as said before, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it declares to form:

Title I. - Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by actual laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the law of September 18th, 1933 on limited liability companies, as amended, as well as the present articles of incorporation.

Art. 2. The denomination of the company is "GSIP II Swedish Networks Debt Investments S.à r.l.".

Art. 3. The registered office of the company is established in the Municipality of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers of the company.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board of Managers.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The company may borrow in any form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is formed for an unlimited period of time.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The capital is fixed at one hundred and twenty thousand Swedish krona (120,000.-SEK) represented by twelve million (12,000,000) shares with a nominal value of one öre (0.01 SEK) each.

The company shall have an authorized capital of ten million Swedish krona (10,000,000) represented by one billion (1,000,000,000) shares having a par value of one öre (0.01 SEK) each.

The Board of Managers is authorised and appointed:

- to increase from time to time the subscribed capital of the company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new shares with or without share premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, by conversion of convertible preferred equity certificates or other convertible notes or similar instruments or, upon approval of the general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issuance or of the successive issuances, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed.

The period of this authority may be extended by resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders, from time to time, in the manner required for amendment of these articles of association.

The Board of Managers is authorised to determine the conditions attached to any subscription for shares. In case of issuance of shares, the Board of Managers of the company may, in its sole discretion, decide the amounts to be issued.

When the Board of Managers effects a whole or partial increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it shall be obliged to take steps to amend this article in order to record the change and the company's management is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

Art. 7. Every share entitles its owner to one vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

Art. 8. The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 9. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or several Managers, who need not be shareholders.

In case of plurality of Managers, the Managers shall form a board of Managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. To the extent applicable and where the term "sole Manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of Managers" used in these articles of association shall be read as a reference to the "sole Manager".

The Managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The general meeting of shareholders has the power to remove Managers at any time without giving reasons.

The Board of Managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another Manager may preside over the meeting.

A Manager unable to take part in a meeting may delegate by letter, telex, telefax or telegram another member of the Board to represent him at the meeting and to vote in his name.

Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the Board of Managers who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any Manager, as often as the interest of the company so requires. The Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of Managers is present or represented.

Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of Managers present or represented.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Managers.

Art. 11. The Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

The Board of Managers may decide to pay interim dividends, provided that prior to such decision, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, the remaining Managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more Managers, who will be called Managing Director(s).

The Board of Managers may also delegate the power of company's representation to one or several Managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the Board of Managers.

Any Manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

Art. 13. The company is bound by the sole signature of any one manager for decisions having a value of an amount of up to one hundred and thirty thousand Swedish krona (SEK 130,000.-). For decisions having a value of an amount over one hundred and thirty thousand Swedish krona (SEK 130,000.-), the company is bound by the joint signature of at least two managers.

Art. 14. Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 15. The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Each year, as of December 31st, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the Managers to the company.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 20. In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

Art. 21. For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the parties refer to the existing laws.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the twelve million (12,000,000) shares have been subscribed by the sole shareholder "GS Lux Management Services S.à r.l.", pre-designated, and fully paid-up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of one hundred and twenty thousand Swedish krona (120,000.- SEK) is from this day on at the free disposal of the Company, as has been evidenced to the enacting notary by a bank certificate, which states this.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder:

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder, represented as aforesaid, took the following resolutions:

1) The number of Managers is fixed at four (4).

2) Are appointed as Managers for an unlimited duration:

- GS Lux Management Services S.à r.l., Managing Director, a Luxembourg Société à responsabilité limitée, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 88.045, having its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Dominique LE GAL, Managing Director, born in Savigny-Sur-Orge, France, on December 9, 1971, professionally residing at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Marielle STIJGER, Managing Director, born in Capelle aan den IJssel, the Netherlands, on December 10, 1969, professionally residing at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Michael FURTH, Managing Director, born in Geneva, Switzerland on 29 April 1968, professionally residing at Peterborough Court, 133 Fleet Street, London EC4A 2BB, United Kingdom;

- Sam AGNEW, Director, born in London, England on 23 May 1974, professionally residing at Peterborough Court, 133 Fleet Street, London EC4A 2BB, United Kingdom.

3) The company shall have its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The deed having been read to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by surname, given name, civil status and residence, the said proxy-holder has together with the notary the present deed.

Follows the french version:

L'an deux mille quinze, le vingt février.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

«GS Lux Management Services S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et opérant sous le droit du Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 88.045 ayant son siège social au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, avec un capital social d'EUR 15.000,-,

représentée par Madame Eszter KOSZTECZKY, employée privée, demeurant professionnellement au 2, rue du Fossé L-1536 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 18 février 2015.

Ladite procuration, signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte dans le but d'être enregistrée.

Laquelle partie comparante, représentée comme ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société est «GSIP II Swedish Networks Debt Investments S.à r.l.».

Art. 3. Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg. Il pourra être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du Conseil de Gérance de la société.

Des succursales, des filiales ou autres bureaux pourront être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou ailleurs par une résolution du Conseil de Gérance de la société.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à cent vingt mille Couronne Suédoise (SEK 120.000,-) divisé en douze million (12.000.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un öre (SEK 0,01) chacune.

La société aura un capital social autorisé de dix million Couronne Suédoise (SEK 10.000.000,-) représenté par un billion (1.000.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale d'un öre (SEK 0,01) chacune.

Le Conseil de Gérance est autorisé à, et mandaté pour:

- augmenter le capital social de la société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission de parts sociales nouvelles avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par conversion de créances, par conversion de titres préférentiels convertibles ou d'autres titres convertibles ou instruments similaires ou, sur approbation de l'assemblée générale, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération de parts sociales nouvelles;

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte.

La durée de cette autorisation peut être étendue par décision de l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Le Conseil de Gérance est autorisé à déterminer les conditions de souscription des parts sociales. En cas d'émission de parts sociales, le Conseil de Gérance de la société peut décider, à sa seule discrétion, du total des émissions.

Lorsque le Conseil de Gérance effectue une augmentation partielle ou totale de capital conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus, il sera obligé de prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article afin de constater cette modification et la gérance de la société est autorisée à prendre ou à autoriser toutes les mesures requises pour l'exécution et la publication de telle modification conformément à la loi.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les statuts, racheter ses propres parts.

À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

Art. 8. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. - Administration

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non.

En cas de pluralité de Gérants, les Gérants constituent un Conseil de Gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au «Conseil de Gérance» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au «Gérant unique».

Les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée. L'assemblée générale des associés peut révoquer les Gérants à tout moment, avec ou sans motif.

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre Gérant présent.

Chaque Gérant de la société empêché de participer à une réunion du Conseil de Gérance peut désigner par écrit, télégramme, télex ou téléfax, un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire, aux fins de le représenter et de voter en son nom.

Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil de Gérance présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion. Les membres du Conseil de Gérance qui participent à une réunion du Conseil de Gérance via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses Gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de Gérants sont présents ou représentés.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux Gérants.

Art. 11. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Il est autorisé à décider de verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, les Gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs Gérants qui prendront la dénomination de Gérants délégués.

Le Conseil de Gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs Gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

Art. 13. La société est engagée par la seule signature d'un gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de cent trente mille Couronne Suédoise (SEK 130.000,-). Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à cent trente mille Couronne Suédoise (SEK 130.000,-), la société est engagée par les signatures conjointes d'au moins deux gérants.

Art. 14. Le ou les Gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Année comptable - Profits - Réserves

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

Art. 18. Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédent l'assemblée générale annuelle.

Art. 19. Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se rapportent aux dispositions légales applicables.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, douze million (12.000.000) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique «GS Lux Management Services S.à r.l.», pré-désignée, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de cent vingt mille Couronne Suédoise (SEK 120.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été évident au notaire instrumentant qui le constate.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille euros (1.000,- EUR).

Résolutions de l'associée unique:

Après que les statuts aient été rédigés, l'associée unique, représentée comme ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de Gérants est fixé à quatre (4).

2) Sont nommés Gérants pour une durée indéterminée:

- GS Lux Management Services S.à r.l., Managing Director, une société à responsabilité limitée constituée et opérant sous le droit du Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 88.045 ayant son siège social au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;

- Dominique LE GAL, Managing Director, né à Savigny-Sur-Orge, France, le 9 décembre 1971, demeurant professionnellement au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Marielle STIJGER, Managing Director, née à Capelle aan den IJssel, Pays-Bas, le 10 décembre 1969, demeurant professionnellement au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Michael FURTH, Managing Director, né à Genève, Suisse, le 29 avril 1968, demeurant professionnellement à Peterborough Court, 133 Fleet Street, Londres EC4A 2BB, Royaume-Uni;

- Sam AGNEW, Director, né à Londres, Royaume-Unis, le 23 mai 1974, demeurant professionnellement à Peterborough Court, 133 Fleet Street, London EC4A 2BB, Royaume-Uni.

3) Le siège social de la société est établi au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Lecture faite à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ladite mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. KOSZTECZKY, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 24 février 2015. 2LAC/2015/3943. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Référence de publication: 2015035728/418.

(150040521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

ECF Edinburgh Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 149.277.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts daté du 2 mars 2015 que CS EUROPEAN COMMERCIAL NO 1 S.à r.l. a cédé l'entièreté de ses parts sociales représentant la totalité du capital social de la Société à Fournaise PTE Limited, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois de Singapour, ayant son siège social au 165 Bukit Merah Central #05-3679, Singapour 150165 et immatriculée au Business Registration Ordinance sous le numéro 201317395Z. Fournaise PTE Limited est donc, à compter du 2 mars 2015, l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2015036295/15.

(150041377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

VictorianFibre GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 161.106.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

VictorianFibre Cayman Limited a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Ugland House, KY - 1104 Grand Cayman, and being registered with the Register of the Cayman Islands under number 256327 (the "Sole Shareholder"), being the sole shareholder of VictorianFibre GP S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 63, Rue du Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés under number B161.106, incorporated on 16 May 2011 by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1846, of 11 August 2011, represented by Maître Namik Ramic, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 16 December 2014.

The articles of incorporation of the Company have not been modified since its incorporation.

The Sole Shareholder declared and asked the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares, with a par value of one Euro cent (EUR0.01) each, of the Company in issue and can therefore validly pass all resolutions on the items on the agenda.
2. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

Agenda

Decision to put the Company into liquidation and to dissolve it; and in relation thereto,

(a) appointment of Avega Services (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B140.376, having its registered office at, 63, Rue du Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as liquidator of the Company,

(b) determination of the powers of the liquidator and granting the largest powers and especially those determined by articles 144 and 145 and following of the Law of 10th August 1915 on commercial companies including without limitation:

- power to bring and defend any action on behalf of the Company, receive any payments, grant releases with or without receipt, realise all securities of the Company, endorse any negotiable instrument and transact or compromise on any disputes; dispose of immovable property of the Company by public auction if they consider the sale thereof necessary to pay the debts of the Company;

- power to continue, until the sale thereof, with the industrial and commercial activity of the Company, borrow moneys to pay the debts of the Company, issue negotiable instruments, mortgage and pledge the assets of the Company, dispose of the immovable property thereof, even by private contract, and contribute the assets of the Company to other companies;

- power to proceed to the payment of any interim liquidation proceeds as it would consider appropriate; and

- for specific operations of contracts, power delegate to one or more proxies part of its powers;

(c) discharge the liquidator to make an inventory and permit it to simply refer to the documents of the Company;

(d) authorise and approve, for the avoidance of doubt, the distribution of one or more interim distributions of liquidation surplus in cash or in kind to the shareholder by decision of the liquidator.

The above having been approved, the Sole Shareholder resolved as follows:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to put the Company into liquidation and to dissolve it (the Company subsisting for the sole purpose of the liquidation).

In relation thereto the Sole Shareholder resolved to appoint, as liquidator of the Company, Avega Services (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B140.376, having its registered office at, 63, Rue du Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The Sole Shareholder resolved to grant the largest powers and particularly those set forth in articles 144 and following of the Law of 10th August 1915 on commercial companies to the liquidator and without limitation the Sole Shareholder resolved to authorise the liquidator in advance to execute the acts and enter into the operations set forth in article 145

of the same law without any special authorisation, if such authorisation is required by law and including further without limitation the powers set forth in the agenda.

The liquidator may, under its responsibility for specific operations of contracts, delegate to one or more proxies part of its power to determine.

The Sole Shareholder resolved to discharge the liquidator to make an inventory and permit it to simply refer to the documents of the Company.

The Sole Shareholder resolved to authorise and approve, for the avoidance of doubt, the distribution of one or more interim distributions of liquidation surplus in cash or in kind to the shareholder by decision of the liquidator.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that the present deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the appearing persons, the English text shall prevail in case of any discrepancy between the English and the French texts.

This document having been read to the appearing persons, who are known to the notary by their respective names, first names, civil status and residences, the said persons signed this original deed with us, the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu

la société VictorianFibre Cayman Limited, une société anonyme constituée en vertu des lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au bâtiment Uglad House, KY- 1104 Grand Cayman, et enregistrée auprès du Registre de Commerce des Iles Caïmanes sous le numéro 256327 (l'«Associé Unique»), associé unique de VictorianFibre GP S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 63, Rue du Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 161.106 et constituée le 16 Mai 2011 suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1846, du 11 août 2011; représentée par Maître Namik Ramic, maître en droit, demeurant à Luxembourg, suivant procuration du 16 décembre 2014.

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

L'Associé Unique a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient l'intégralité des un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales, ayant une valeur nominale de un Euro cent (EUR 0,01) chacune, de la Société en émission et peut donc valablement adopter toutes les résolutions sur ces points à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

Ordre du jour

Décision de mettre la Société en liquidation et de la dissoudre; et dans ce cadre,

(e) nomination de Avega Services (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B140.376, et dont le siège social est situé au 63, Rue du Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que liquidateur de la Société conformément aux statuts,

(f) détermination des pouvoirs du liquidateur et octroi des pouvoirs les plus larges et notamment ceux déterminés par les articles 144 et 145 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, y compris de manière non limitative:

- pouvoir d'intenter et de soutenir toutes actions au nom de la Société, recevoir tous paiements, donner mainlevée avec ou sans quittance, réaliser toutes les valeurs mobilières de la Société, endosser tous effets de commerce, transiger ou compromettre sur toutes contestations; aliéner les immeubles de la Société par adjudication publique, s'ils jugent la vente nécessaire pour payer les dettes sociales;

- pouvoir de continuer, jusqu'à réalisation l'industrie et le commerce de la Société, emprunter pour payer les dettes sociales, créer les effets de commerce, hypothéquer les biens de la Société, les donner en gage, aliéner ses immeubles, même de gré à gré, et faire apport de l'avoir social dans d'autres sociétés;

- pouvoir de procéder au paiement de tout produit de liquidation intermédiaire qu'il jugerait approprié; et

- pour des opérations spécifiques de contrats, pouvoir de déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs;

(g) décharger le liquidateur de dresser un inventaire et lui permettre de simplement se référer aux documents de la Société.

(h) autorisation et approbation, afin d'éviter tout doute, de la distribution d'une ou de plusieurs distributions intermédiaires de boni de liquidation en espèces ou en nature à l'actionnaire par décision du liquidateur.

Ce qui précède ayant été approuvé, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'Associé Unique a décidé de mettre la Société en liquidation et de la dissoudre (la Société ne subsistant uniquement qu'aux fins de la liquidation).

Dans ce cadre, l'Associé Unique a décidé de nommer Avega Services (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B140.376, et dont le siège social est situé au 63, Rue du Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que liquidateur de la Société.

L'Associé Unique a décidé d'octroyer les pouvoirs les plus larges et notamment ceux énoncés aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales au liquidateur et sans limitation l'Associé Unique a décidé d'autoriser en avance le liquidateur à accomplir les actes et conclure les opérations énoncés à l'article 145 de ladite loi sans aucune autorisation spéciale, si une telle autorisation est requise par la loi, y compris et ce de manière non limitative les pouvoirs énoncés dans l'ordre du jour.

Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs qu'il détermine à un ou plusieurs mandataires pour des opérations ou contrats spécifiques.

L'Associé Unique a décidé de décharger le liquidateur de dresser un inventaire et de lui permettre de simplement se référer aux documents de la Société.

L'Associé Unique a décidé d'autoriser et d'approuver, afin d'éviter tout doute, la distribution d'une ou de plusieurs distributions intermédiaires de boni de liquidation en espèces ou en nature à l'actionnaire par décision du liquidateur.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête du présent document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Le document ayant été lu aux personnes comparantes, qui sont connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence respectifs, lesdites personnes ont signé le présent acte original avec nous, notaire.

Signé: N. RAMIC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63996. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015035418/142.

(150039135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Longsol Invest II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 193.269.

Wir teilen mit, dass Herr Manuel Scheer mit Wirkung zum 28. Februar 2015 als Geschäftsführer der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015037149/10.

(150042248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Ace Hydro Norway, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.470.

Wir teilen mit, dass Herr Manuel Scheer mit Wirkung zum 28. Februar 2015 als Geschäftsführer der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015036751/11.

(150042255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

SoWiTec Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 165.347.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015036627/10.

(150041031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

International Automotive Components Group, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 113.661.

Extrait des résolutions des actionnaires

En date du 27 février 2015, les actionnaires de la société ont pris connaissance de la nomination de Monsieur Patrick Joseph MACHIR, né le 10 juillet 1977 à Washington, D.C., Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au WL Ross & Co. LLC, 1166 Avenue of the Americas, 25th Fl. New York, NY 10036 Etats-Unis d'Amérique, en tant qu'administrateur de classe III avec effet au 20 novembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015037070/17.

(150042410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Gevoilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 143.672.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 10 février 2015

3^{ème} Résolution:

Le Conseil d'Administration nomme Philippe RICHELLE Président du Conseil d'Administration. Il mènera cette fonction pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur au sein de la Société.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de façon exceptionnelle au siège social le 25 février 2015

5^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale constate que le mandat des administrateurs et du Commissaire est arrivé à échéance. L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe RICHELLE, Président du Conseil d'Administrateur, et de Madame Cornelia METTLEN jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

L'Assemblée Générale décide de ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Marc LIBOUTON et de nommer, en remplacement, la société CIAMAN S.à r.l., ayant son siège social au 163 rue du Kiem L-8030 Strassen, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020. Le nouvel Administrateur aura comme représentant permanent, dans le cadre de son mandat d'Administrateur de la Société, Madame Brigitte DENIS ayant son adresse professionnelle au 163 rue du Kiem L-8030 Strassen.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Commissaire de H.R.T. Révision S.A., ayant son siège au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.238, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Référence de publication: 2015036348/25.

(150041327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.
